



Participation

D5.3 Note d'orientation sur l'élaboration de politiques et d'interventions plus efficaces en matière d'éducation et d'apprentissage

*Maria Elli Doufexi Kaplani¹, Markar Shanghoyan¹, Claudia Annovi²,
Giulio Valenti², Kai Brand-Jacobsen³, Isabella Pirlogea³, Dana
Dolghin³, Norina Herki³*

1 KMOP, Grèce, 2 CeSI, Italie, 3 PATRIR, Roumanie

Informations sur le livrable

N° convention de subvention	962547
Acronyme du projet	PARTICIPATION
Titre du projet	Analyser et prévenir l'extrémisme par la participation
Dates et durée du projet	1.12.2020-30.11.2023 (36 mois)
WP	WP 5 : Améliorer les approches éducatives et de formation
Tâche	T 5.3
Livrable	D 5.3 Note d'orientation sur l'élaboration de politiques et d'interventions plus efficaces en matière d'éducation et d'apprentissage
Statut	Version finale
Numéro de version	2.0
Délivrable responsable	KMOP
Niveau de diffusion	Public
Date d'échéance	28/02/2023
Date de présentation	14/03/2023

Coordinateur du projet

Nom	Professeur Francesco Antonelli
Organisation	Università degli Studi «Roma Tre»
E-mail	Francesco.antonelli@uniroma3.it
Adresse postale :	Dipartimento di Scienze Università degli Studi Roma Tre Via G. Chiabrera, 199 00145 - Rome (RM), Italie

Aperçu du projet

L'objectif général de PARTICIPATION est d'identifier les perspectives et tendances futures de polarisation, d'extrémisme et de radicalisation ainsi que la composition sociale des groupes à risque en Europe par une stratégie méthodologique participative et provisoire, qui permet de co-crée des stratégies efficaces de prévention, avec les acteurs sociaux, les parties prenantes et les décideurs politiques. Les objectifs spécifiques de PARTICIPATION sont les suivants :

1. Modélisation multidimensionnelle pour comprendre les tendances actuelles et futures de l'extrémisme, de la polarisation et de la radicalisation : mettre au point un modèle multidimensionnel holistique fondé sur un travail de terrain participatif et des approches mixtes, afin de mieux comprendre les différents moteurs des idéologies radicales violentes, leur différentes approches et, en complément, les mécanismes, facteurs et stratégies qui contribuent à soutenir les attitudes et les comportements non radicaux, aujourd'hui et à l'avenir.

Sous-objectif (a) : cibles : analyser et discuter, en utilisant une stratégie fondée sur les principes de la recherche-action impliquant les jeunes dans différentes parties de l'Europe, les mécanismes socio-psychologiques, tels que la marginalisation sociale, l'aliénation et la polarisation, qui conduisent à la radicalisation, avec un accent particulier sur le genre, la sexualité et les différences régionales.

2. Dynamique de la communication : développer une analyse de l'extrémisme, de la polarisation et de la radicalisation en ligne par des outils des Technologies de l'Information et de la Communication (comme analyse sémantique) et co-crée avec la participation de la société civile des stratégies pour contraster et prévenir ces phénomènes.

3. Co-création : travail de terrain pour analyser et générer, avec la participation des acteurs sociaux dans différentes sphères sociales, des stratégies de polarisation contrastée, de radicalisation et d'extrémisme. Ainsi, les processus de recherche soutiennent la réalisation des sous-objectifs suivants :

Sous-objectif b) : Résilience : mettre au point des outils de communication, des approches éducatives et des stratégies communautaires, avec la participation et la coopération des praticiens, des parties prenantes et des jeunes (en accordant une attention particulière à l'équilibre entre les sexes), afin d'améliorer la résilience des communautés et des personnes à risque.

Sous-objectif c) : Autonomisation : sensibiliser davantage les jeunes et les communautés ainsi que la société dans son ensemble aux risques de l'extrémisme, des discours de haine et des idéologies radicales, en faisant contraste avec les processus de marginalisation,

d'auto-marginalisation et d'aliénation des minorités ethniques, religieuses, sexuelles et de genre.

4. **Outils** : élaborer des méthodes et des recommandations de politique générale pour améliorer l'action des décideurs, également sur la base des travaux antérieurs sur le terrain.

Sous-objectif (d) : Méthodologies d'appui aux décideurs : réaliser des bases de données et un ensemble systématique d'index et d'alertes précoces, sur la base de modèles multidimensionnels holistiques et de travaux sur le terrain antérieurs, ainsi qu'une phase d'essai de son utilisation pratique avec la participation des décideurs, afin de les aider dans la prise de décisions, améliorant ainsi l'efficacité et l'acceptabilité sociale.

Sous-objectif e) : Recommandations de politique générale : élaborer un ensemble de recommandations de politique générale avec la participation des parties prenantes, des décideurs et des cibles, afin d'optimiser les stratégies et les interventions contre l'extrémisme, les cultures de haine et la radicalisation, aux niveaux micro, méso et macro du processus de gouvernance.

5. **Diffusion** : diffuser progressivement les résultats auprès de la société civile, des parties prenantes, des décideurs, des groupes sociaux, des écoles, des experts et des communautés scientifiques en participant activement aux débats et aux forums, en ligne et hors ligne, ainsi qu'aux ateliers et aux discussions de groupes de réflexion.

Table des matières

Informations sur le livrable.....	2
Coordinateur du projet	2
Table des matières.....	5
Liste d'abréviations.....	7
Introduction.....	8
Aspects du contexte PEV national.....	8
Méthodologie/Action entreprise	15
Grèce.....	15
Italie.....	16
Roumanie	17
Conclusions du groupe de travail	18
Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé.....	18
Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé	20
Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes auxquels il faudrait s'adresser.....	20
L'expertise existante et ce qu'il faut de plus	22
Formation et outils éducatifs disponibles et quels autres outils sont nécessaires.....	23
Recommandations pour le programme de formation des formateurs (ToT)	24
Annexes	27
Annexe I : Procès-verbal de la réunion - Grèce.....	27
Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé.....	28
Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé	29
Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes cibles potentiels	30
L'expertise existante et ce qu'il faut d'autre	31
Formation et outils éducatifs disponibles et d' autres outils nécessaires	31
Annexe II : Procès-verbal de la réunion - Italie	33
Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé.....	33
Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé	34
Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes cibles potentiels	36
L'expertise existante et ce qu'il faut d'autre	38
Formation et outils éducatifs disponibles et d' autres outils nécessaires	39
Recommandations pour le programme de formation des formateurs (ToT)	40
Annexe III : Procès-verbal de la réunion - Roumanie	41
Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé.....	41
Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes cibles potentiels	43

Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé	44
Formats utilisés et éléments pouvant être utilisés	45
Expertise existante et d'autres compétences nécessaires	46
Formation et outils éducatifs disponibles et d'autres outils nécessaires	47
Recommandations pour le programme de formation des formateurs (ToT)	48
Références	49

Liste des abréviations

Sigle	Description
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
P/LEV	Prévention et Lutte contre l'Extrémisme Violent
RMG	Revenu Minimum Garanti
RPT	Ressortissant De Pays Tiers
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile

Introduction

Aspects du contexte PEV national

Bien qu'une diminution du nombre d'attentats terroristes enregistrés, menés à bien, déjoués ou ayant échoué dans l'UE ait été observée en 2021 (15), par rapport à 2020 (57) et 2019 (55), le terrorisme et l'extrémisme violent - qui peuvent conduire à la matérialisation d'actes liés au terrorisme - restent deux des menaces auxquelles les États membres de l'UE doivent faire face (Europol, 2022). L'importance d'investir dans la prévention du phénomène est soulignée depuis 2015, avec le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (Nations Unies - Assemblée générale, 2015). Le plan encourage les États membres à élaborer des plans d'action nationaux pour la prévention de l'extrémisme violent, en tenant compte des priorités de leur pays et des facteurs d'incitation locaux, et en suivant une approche multidisciplinaire, grâce à la participation de différents acteurs - y compris des responsables de l'éducation - à la procédure de création des objectifs/mesures. Le document appelle en outre les États Membres à aligner leur stratégie de prévention sur les objectifs de développement durable, dont beaucoup se concentrent sur les facteurs de protection, notamment l'égalité des sexes, la garantie d'une éducation inclusive et équitable de qualité et la promotion des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Enfin, le plan recommande de renforcer l'inclusion dans l'éducation et la prévention par l'éducation grâce à la mise en œuvre «de programmes éducatifs qui promeuvent la «citoyenneté mondiale», les compétences non techniques, la pensée critique et la culture numérique, et qui explorent les moyens d'introduire l'éducation civique dans les programmes scolaires, les manuels scolaires et le matériel pédagogique» et «de renforcer la capacité des enseignants et des éducateurs à soutenir ce programme» (Nations Unies - Assemblée générale, 2015). L'UNESCO reconnaît également que l'éducation est un moyen de soutenir les mécanismes de défense des individus et leur adhésion aux valeurs démocratiques, renforçant ainsi leur engagement en faveur de la non-violence et de la paix (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2017).

Malgré l'attention et les risques sans cesse croissants liés à ce phénomène, l'absence d'une approche préventive globale, ciblée et pragmatique continue de prévaloir dans de nombreux pays de l'UE. Dans le même temps, certains pays ne disposent pas de stratégies et de programmes de formation pour lutter contre le phénomène en soi, tandis que les initiatives pertinentes s'inscrivent dans le cadre général de la promotion des droits de l'homme ou se concentrent sur la réduction au minimum des facteurs d'incitation. Néanmoins, les progrès accomplis au cours de la dernière décennie ne peuvent être négligés.

La Grèce suit le schéma décrit précédemment, dans le contexte duquel les stratégies et les programmes abordent une variété de sujets liés à l'atténuation des facteurs de risque identifiés. Le troisième pilier du plan national de relance et de résilience «Grèce 2.0», axé sur un niveau général-

national, se concentre sur les investissements dans l'emploi, les compétences et la cohésion sociale. Le pilier susmentionné concerne la planification de différentes actions en vue de la réalisation dudit objectif, y compris, entre autres, l'amélioration de la prestation de services aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, et la réintégration des groupes très vulnérables, par exemple les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG), en réduisant au minimum leur dépendance à l'aide sociale et en prévenant leur marginalisation et leur risque de pauvreté. Le plan prévoit en outre la réforme des services de santé mentale pour des populations spécifiques souffrant de maladie mentale et de toxicomanie afin de prévenir leur marginalisation ou leur institutionnalisation, en accordant une attention particulière aux patients atteints de démence, de la maladie d'Alzheimer, d'autisme et aux enfants, adolescents et jeunes adultes. Néanmoins, le document couvre une variété de thèmes, de groupes et d'actions (Ministère des Finances - Agence pour la facilité pour la reprise et la résilience, 2021).

Le Plan national de lutte contre le racisme et l'intolérance 2020-2023 s'articule autour de cinq axes prioritaires : 1) la discrimination, les stéréotypes et les préjugés; 2) la lutte contre la criminalité raciste; 3) la sensibilisation et l'information; 4) l'intégration et l'autonomisation; et 5) les politiques horizontales et intersectorielles. Les objectifs opérationnels du plan sont axés sur la promotion de l'égalité de traitement et la prévention de la discrimination, qui contribuent à la manifestation de comportements violents et extrêmes. En même temps, l'un des objectifs inclus dans le plan mentionné est le renforcement des capacités des agents du maintien de l'ordre et l'amélioration de leur collaboration. Bien que la majorité des actions s'adressent à l'ensemble de la population, des groupes cibles spécifiques ont été identifiés. À titre indicatif, le premier axe comprend des actions visant les bénéficiaires d'une protection internationale, les ressortissants de pays tiers, les Roms, les personnes handicapées et les personnes LGBTQI+ - des groupes qui sont généralement ciblés par les groupes extrémistes. Le plan prévoit également le renforcement des capacités des professionnels concernés, tels que les policiers, les autorités judiciaires, les enseignants et les députés (Ministère de la Justice, 2021). En outre, il prévoyait la mise en œuvre de formations sur différents sujets liés à la prévention de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme. Ces formations portaient, entre autres, sur des séminaires destinés aux fonctionnaires (inspecteurs du travail, fonctionnaires du Ministère du travail et des affaires sociales) pour la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement ; aux fonctionnaires des départements centralisés et décentralisés chargés de la réception et de l'identification des RPT sur l'éducation interculturelle et l'inclusion sociale des RPT ; et à la formation de formateurs pour le renforcement des capacités des procureurs et des juges en matière de crimes racistes et de discours de haine (Ministère de la Justice, 2021).

En outre, le Secrétariat général à la solidarité sociale et à la lutte contre la pauvreté du Ministère du travail et des affaires sociales a publié la Stratégie nationale pour l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté, qui prévoit des synergies avec d'autres stratégies nationales. Parmi les priorités de la stratégie susmentionnée figurent les nouveaux objectifs et lignes directrices sur les questions d'inclusion sociale et de lutte contre les phénomènes d'exclusion, ainsi que l'établissement de

politiques pertinentes (Secrétariat général à la solidarité sociale et à la lutte contre la pauvreté du Ministère du travail et des affaires sociales, 2022).

Malgré les manifestations de violence politique et religieuse en **Italie** depuis les années 1960, une stratégie globale de prévention de l'extrémisme violent n'a pas été mise en place, principalement en raison de l'approche répressive suivie par les institutions nationales, grâce à la mise en œuvre d'un système judiciaire et sécuritaire (Varela, et al., 2021) et parce que les propositions législatives pour la création d'un programme PEV complet n'ont pas encore été adoptées. La loi dite « Dambrosio-Manciulli » de 2017 (loi 3558), par exemple, visait précisément à élaborer diverses mesures pour prévenir la radicalisation djihadiste et l'extrémisme dans différents environnements sociaux en créant de nouveaux programmes d'éducation et de formation pour les enseignants, les éducateurs sociaux, les OSC et les fonctionnaires publics (Varela, et al., 2021). Une initiative similaire a été prise en 2021 avec les propositions législatives n° 243 et n° 3357, qui ont été fusionnées en un texte unifié et examinées tout au long de l'année 2022 par une commission parlementaire ad hoc (Servizio Studi Camera dei Deputati, 2022). Ces projets de loi visent à introduire une série de mesures, d'interventions et de programmes pour la prévention de la radicalisation violente, y compris la radicalisation djihadiste et la propagation de l'extrémisme djihadiste. Les mesures introduites concernent, entre autres, la création de centres ad hoc nationaux et locaux pour surveiller et prévenir la radicalisation violente en ligne et hors ligne et des programmes de sortie spécifiques pour les anciens extrémistes et/ou terroristes (Varela, et al., 2021).

Malgré les progrès et les changements apportés par les mesures réglementaires susmentionnées, le système italien de PEV présente encore diverses faiblesses. Tout d'abord, les autorités italiennes ont eu recours à un ensemble de mesures conçues pour lutter contre l'extrémisme de droite et d'extrême gauche pendant les Années de Plomb en Italie et contre l'extrémisme violent islamiste, négligeant, dans cet ordre d'idées, les différentes approches à suivre pour traiter le cadre idéologique spécifique. En ce sens, il reste évident que les autorités italiennes n'ont pas fait de distinction claire entre les différentes formes d'extrémisme violent. Dans le même temps, les lois et règlements à partir de 2001 ont tendance à se concentrer exclusivement sur la lutte contre le terrorisme djihadiste et à ignorer tout autre type d'extrémisme violent. En outre, la stratégie italienne manque toujours de mesures non coercitives pour prévenir la radicalisation violente ; les outils juridiques et judiciaires développés se concentrent davantage sur l'intervention ex post plutôt que sur la création d'un environnement durable qui évite l'émergence de facteurs de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent (Bisoffi & van der Vet, 2020).

La législation et les politiques publiques de la **Roumanie** ont de plus en plus souvent abordé la radicalisation et l'extrémisme ces dernières années. Un bon nombre de ces évolutions peuvent être observées au niveau des politiques officielles lorsque les acteurs gouvernementaux ont remédié à certaines des lacunes identifiées. La Stratégie nationale d'ordre et de sécurité 2020-2024 mentionne explicitement le phénomène et l'émergence de la démocratie non-libérale comme un risque à prendre en compte. Il semble que l'on s'intéresse aux processus de radicalisation, au financement du terrorisme, à la prolifération des armes de destruction massive et à la criminalité liée aux technologies de l'information, ainsi qu'au renforcement de la collaboration entre les parties

prenantes ; néanmoins, les aspects éducatifs ne sont pas inclus. Bien qu'une augmentation de la radicalisation des citoyens roumains ait été observée, la stratégie est fortement orientée vers la propagande islamo-djihadiste et la radicalisation en ligne comme deux des principales menaces potentielles. Cependant, étant donné que seulement 0,3 % de la population roumaine s'identifie comme musulmane, il est peu probable que la voie religieuse liée à l'islamisme doive effectivement être au centre de la stratégie de la PEV. Les recherches et les travaux des organisations qui luttent contre la radicalisation et les pratiques de prévention et de lutte contre la violence en Roumanie indiquent que l'extrémisme de droite, l'extrémisme chrétien et l'ethno-nationalisme sont les principaux défis à relever, en particulier en ce qui concerne leur croissance exponentielle dans le contexte des crises financières, des migrations et de la COVID-19, ainsi que de la récente guerre en Ukraine. Selon le système national d'alerte terroriste, les priorités en matière de sécurité commencent à se réorienter vers le programme P/LEV, même si, en 2020, le niveau de menace en Roumanie était faible.

Les préoccupations et les sujets correspondant aux facteurs d'incitation reconnus à la radicalisation et à l'extrémisme sont abordés dans la Stratégie nationale 2021-2023 de lutte contre l'antisémitisme, la xénophobie, la radicalisation et les discours haineux. Jusqu'à présent, ces préoccupations n'ont pas pu être traitées par d'autres actions juridiques (par exemple, le cadre législatif pour lutter contre l'antisémitisme, la négation et la distorsion de l'Holocauste - loi n° 217/2015, les stratégies nationales pour la communauté rom, l'utilisation de mécanismes administratifs et juridiques pour lutter contre la discrimination, les traités européens et internationaux sur les droits de l'homme). Le document de 2021 fait spécifiquement référence à «l'intensification des théories du complot et des messages révisionnistes, ainsi qu'à la prolifération, notamment dans l'environnement en ligne, de messages antisémites, racistes ou xénophobes» (Abrudène, 2022). Il encourage une approche préventive, par exemple en ce qui concerne les programmes de formation des acteurs impliqués dans le processus de prévention et de lutte contre l'antisémitisme, la xénophobie, la radicalisation et les discours de haine et leur mise à jour respective si nécessaire, ou l'évaluation des programmes scolaires actuels et l'introduction de sujets plus récents. Le rapport annuel 2022 sur les progrès de la Stratégie recommande en outre une meilleure évaluation des initiatives de prévention, des collaborations multi-institutionnelles dans tout le pays et de meilleurs programmes d'études coordonnés par le ministère de l'Éducation (Gouvernement roumain, 2022).

L'accent a également été mis sur la lutte contre l'antitsiganisme, une forme spécifique de discrimination à l'égard des Roms, avec la ratification de la loi n° 2/2021 en 2021, condamnant les manifestations verbales et physiques motivées par la haine contre les Roms, l'action de promotion d'idées, de conceptions ou de doctrines antitsiganes en public, et la création ou l'établissement d'une organisation à caractère antitsigane, y compris des partis politiques ou des mouvements politiques. En outre, suivant le modèle du cadre stratégique de l'UE pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms, la nouvelle stratégie nationale pour l'inclusion des Roms adoptée par le gouvernement roumain en 2022 reconnaît et inclut la lutte contre les attitudes anti-Roms comme une priorité, en mettant l'accent sur la lutte contre la discrimination, les discours de haine et les

crimes de haine, mais «les mesures prévues sont insuffisantes ou insignifiantes par rapport à l'ampleur de l'antitsiganisme en Roumanie». (Rapport de suivi de la société civile sur la qualité du cadre stratégique national pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms en Roumanie, 2022). Enfin, au cours des 10 dernières années, des travaux constants ont été menés sur les stratégies et les programmes de réinsertion des détenus, qui ont permis de s'attaquer à certaines des conditions sous-jacentes menant à la radicalisation de certains groupes cibles. La Stratégie nationale de réinsertion sociale des personnes privées de liberté 2012-2016 a mis l'accent sur l'amélioration des conditions de détention et la collaboration en matière de renforcement des capacités et de formation du personnel (Romanian Government, n.d.).

Outre les efforts déployés par les autorités compétentes grâce à la planification d'initiatives pertinentes, les organisations privées et publiques et les ONG contribuent à la prévention du phénomène par le biais de projets et d'autres activités financés par l'UE.

Le quartier général de la police grecque et le Centre d'études de sécurité (KEMEA) en **Grèce** ont publié un document de poche contenant des lignes directrices à l'intention des professionnels de première ligne, dans le cadre du projet de lutte contre la radicalisation. Le manuel explique le phénomène, les signes de radicalisation et le rôle des professionnels de première ligne dans la prévention et le traitement des incidents (Siège De La Police Hellénique, Centre D'Études De Sécurité - KEMEA). Le projet prévoyait également la mise en œuvre de formations interagences et de séminaires de renforcement des capacités pour les professionnels de première ligne par KEMEA (Ministère de l'Intérieur et de la Réforme administrative, 2016).

Le réseau PRACTICIES (Partnership Against violence radicalization in cities) (Project PRACTICIES, s.d.) mobilise les chercheurs et les parties prenantes pour proposer de nouvelles méthodes et approches afin de comprendre le phénomène de radicalisation menant à la violence et de mettre au point de nouveaux outils et stratégies de prévention. Dans le cadre du projet, qui est mis en œuvre en Grèce par l'université du Pirée et le Centre d'études de sécurité - KEMEA, la déclaration d'Athènes a été signée, pour l'établissement de réseaux, d'institutions et de protocoles de coopération entre les parties prenantes nationales pour le partage d'expériences et de connaissances, la cartographie des menaces de radicalisation et la promotion de matériel de sensibilisation. Le ministère de la protection des citoyens, l'Union centrale des communes de Grèce, le Centre d'études de sécurité-KEMEA et l'Université de Toulouse (coordinateur du projet) ont été parmi les signataires (Agence de presse athénienne-macédonienne, 2019).

Les ONG grecques, encore une fois, jouent un rôle majeur dans la formation et le renforcement des capacités sur ces questions, ainsi que dans l'élaboration de campagnes de sensibilisation, s'adressant à la fois à des groupes spécifiques et au grand public. À titre indicatif, - KMOP - Centre d'Action et d'Innovation Sociale a participé à différents projets de l'Union Européenne qui comportaient des activités relatives à la formation de différents professionnels - comme le projet PRACTICE (Project PRACTICE - Preventing Radicalism through Critical Thinking Competences, s.d.) s'adressant aux éducateurs et identifiant et prévenant précocement les signes d'extrémisme et le projet COMMIT (Projet COMMIT - Communication campagne against extremism and radicalization,

s.d.) s'adressent aux jeunes par le biais d'une campagne de communication. Le projet ProGender - Un Centre Numérique sur le Genre, la Crise du COVID-19 et ses conséquences, coordonné et mis en œuvre en Grèce par le Centre sur les Etudes de Genre de l'Université Panteion, fournit du matériel éducatif sur le genre, les soins et le travail, la violence basée sur le genre, le genre et les communautés et les femmes dans la gouvernance (le projet ProGender - Un Centre Numérique sur le Genre, la Crise du COVID-19 et ses conséquences, s.d.). Le projet SIDiT - Soutenir l'Inclusion et la Diversité dans l'Enseignement, mis en œuvre en Grèce par l'Université Nationale et Kapodistrienne d'Athènes et coordonné par le Goethe-Institut Athen, propose une méthodologie d'enseignement pour l'inclusion et un cours de formation pour les enseignants qui travaillent avec des étudiants âgés de 8 à 12 ans de diverses origines, tels que les enfants migrants (Projet SIDiT - Favoriser l'Inclusion et la Diversité dans l'Enseignement).

De même, au cours de la dernière décennie, les acteurs institutionnels et non institutionnels **italiens** ont mis en œuvre des programmes et des projets spécifiques portant sur les facteurs de protection à différents niveaux de la société - tels que des programmes éducatifs pour développer la pensée critique chez les jeunes, des formations pour les fonctionnaires publics ou le personnel pénitentiaire, et des ateliers au niveau local pour favoriser le dialogue interreligieux et/ou lutter contre les discours de haine dans les communautés (Varela, et al., 2021). Le projet TRAIN TRAINING - Transférer des Approches à la Radicalisation dans la Formation (2017-2020), par exemple, financé par la Direction Générale de la Justice de la Commission européenne, vise à accroître les connaissances sur le phénomène de la radicalisation en prison et en liberté conditionnelle et à fournir aux professionnels les compétences nécessaires pour prévenir ce phénomène (Projet TRANSCRIME, 2020). De même, le projet éducatif «Per una didattica di prevenzione di ogni forma di radicalizzazione violenta» («Pour un programme éducatif pour la prévention de toute forme de radicalisation violente»), soutenu par le Ministère de l'éducation, s'adresse aux enseignants des écoles primaires et secondaires. Ce programme éducatif vise à promouvoir une meilleure compréhension des processus de radicalisation et d'extrémisme violent, en enseignant comment reconnaître les récits extrémistes, en ligne et hors ligne, et les facteurs de risque chez les jeunes (Sortie du projet, 2023). Les OSC et les associations de jeunes ont également mis en œuvre un certain nombre d'initiatives à long terme. Parmi ceux-ci, le projet Erasmus+ «Comprendre et prévenir la radicalisation chez les jeunes» (mars 2022), qui a été promu par l'association de jeunesse italienne Young Effect, mérite d'être mentionné. Ce projet a impliqué la participation de jeunes étudiants, d'animateurs socio-éducatifs et de volontaires à une formation d'une semaine visant à promouvoir une compréhension plus approfondie du phénomène et à fournir aux animateurs socio-éducatifs des compétences organisationnelles, des ressources/méthodes et les compétences requises en matière d'inclusion des jeunes, de cohésion sociale, de dialogue interculturel, d'intégration et de gestion des conflits en tant qu'outils pour prévenir la radicalisation des jeunes - compétences acquises par le biais d'ateliers thématiques, de visites d'étude et d'actions locales avec les jeunes marginalisés (EffetJeunesse, 2022).

En examinant les documents les plus importants ayant pour objectif la P/LEV en **Roumanie**, nous remarquons qu'une approche pluridisciplinaire est suivie, avec la participation de différentes ONG,

OSC et institutions dans l'intégration, la réintégration, la déradicalisation, le dialogue et la prévention. Bien que la Stratégie roumaine d'enseignement et de formation professionnels (2016-2020) ne soit pas un document P/LEV en soi, elle a contribué à la prévention primaire du phénomène, grâce aux recommandations qu'elle contient, concernant l'amélioration des possibilités d'éducation et de travail et l'investissement dans la coopération internationale. En outre, la Stratégie nationale pour la politique de la jeunesse 2015-2020 a donné la priorité à l'éducation et à l'inclusion sociale, comme moyens de prévention de la radicalisation. La stratégie de prévention de la radicalisation dans l'environnement pénitentiaire mentionne également l'identification précoce et les approches sociales et culturelles pour le désengagement précoce des idées extrémistes. Les associations contribuent également à ces efforts, par le biais d'ateliers visant à prévenir la marginalisation des jeunes dans les lycées, et de programmes abordant les diverses difficultés rencontrées par les groupes vulnérables, telles que la discrimination LGBTQI+ («Il est temps de lutter contre la discrimination LGBTQI+ dans les lycées en Roumanie», projet d'Accepte Roumanie), le chômage des jeunes («Programme de garantie pour la jeunesse») et l'inégalité entre les sexes (projet «Justice has no gender» de l'Agence nationale pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - ANES). Néanmoins, les ONG et les associations ont porté leur attention sur la polarisation croissante observée depuis le début de la crise ukrainienne, concernant les réfugiés (y compris ceux qui résidaient en Roumanie avant la guerre), les ressortissants de pays tiers qui travaillent, étudient ou vivent en Roumanie, ou ceux qui ont un passé migratoire. Toutefois, les programmes mentionnés n'ont pas une dimension intégrée de programmation durable, alors que le programme d'enseignement ne semble pas tenir compte de la diversité, des traumatismes et des préjugés implicites.

Il reste évident que si les pouvoirs publics, les ONG et les associations en Grèce, en Italie et en Roumanie déploient des efforts pour lutter contre les facteurs d'incitation à la radicalisation et à l'extrémisme, afin de créer une société inclusive et protectrice, une approche globale et bien coordonnée fait toujours défaut. Les programmes disponibles couvrent certains aspects du phénomène dans le cadre général de la promotion des droits de l'homme ou ne sont pas suffisamment actualisés pour répondre aux besoins actuels des contextes nationaux. Dans le même temps, tous les groupes de professionnels ne bénéficient pas de formations, d'outils et de lignes directrices sur la manière dont ils peuvent contribuer à la prévention, tandis que la réinsertion des auteurs d'actes extrémistes n'est pas privilégiée pour prévenir leur récurrence. Parallèlement, les programmes existants ne font pas partie d'un plan visant à traiter les phénomènes dans une approche intégrée.

Méthodologie/Actions

entreprises

Afin d'explorer plus avant la situation actuelle et les lacunes potentielles détectées dans les programmes de formation et d'éducation P/LEV disponibles, les partenaires du projet PARTICIPATION en Grèce, Italie et en Roumanie ont organisé des réunions sous forme de groupe de travail, avec les principales parties prenantes. Ces derniers ont apporté leur contribution en ce qui concerne les aspects fondamentaux des programmes de formation en EVP existants, ainsi que le format des divers éléments de formation qui conduiraient à des résultats plus efficaces.

Grèce

KMOP a organisé une réunion avec neuf acteurs le 16 décembre 2022. Le groupe était composé d'un éducateur, de trois psychologues, de deux chercheurs, d'un juriste, d'un travailleur social et d'un employé du secteur privé ; cinq participants étaient des hommes. Tous les membres du groupe ont travaillé sur la radicalisation ou avec des groupes à risque. La codification des participants par domaine d'expertise se trouve dans le tableau suivant :

P1	Éducateur
P2	Psychologue
P3	Chercheuse
P4	Professionnel du droit
P5	Assistante sociale
P6	Chercheuse
P7	Psychologue
P8	Employé privé
P9	Psychologue

L'atelier a suivi une approche participative et expérientielle, avec la mise en œuvre d'activités pertinentes, pour recueillir des informations utiles d'une manière collaborative et multidisciplinaire. Les participants ont appris à se connaître grâce à l'activité «Deux vérités, un mensonge», dans laquelle les participants ont donné leur nom, ainsi que trois faits les concernant, dont l'un était un mensonge que le reste du groupe devait deviner. L'activité a contribué à créer une atmosphère conviviale et collaborative, qui a favorisé l'échange d'opinions et d'expériences tout au long de l'atelier. Un débat s'en est suivi sur la situation actuelle des programmes de formation et d'éducation PEV en Grèce, dans le cadre duquel les professionnels ont discuté de leurs expériences, et partagé leurs contributions.

Suite à cette première identification des programmes disponibles, la méthode du World Café a été utilisée pour dessiner une image plus claire des différents aspects des initiatives mises en œuvre. Plus précisément, les participants ont été divisés en deux groupes et ont été invités à définir les principaux aspects des formations P/LEV qui visent à aborder les questions de polarisation, de radicalisation et d'extrémisme et celles qui visent à prévenir ces phénomènes et à renforcer la cohésion sociale, l'inclusion et la résilience des groupes démographiques à risque. Les aspects

susmentionnés concernaient les approches et les méthodologies utilisées, les groupes cibles et les outils de formation disponibles. Le groupe A devait développer ces aspects de la formation qui sont axés sur la réponse à ces phénomènes, tandis que le groupe B a développé les aspects de la formation qui sont axés sur la prévention. Après 30 minutes de travail sur ces questions, les deux groupes ont échangé leurs documents de travail et ont été invités à compléter ce qui a été écrit par l'autre groupe. Lorsque toutes les idées ont été rassemblées, les deux groupes ont présenté les résultats correspondant au formulaire de formation P/LEV qu'ils avaient initialement élaboré. Les résultats ont été discutés jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint sur les principaux aspects examinés.

Après avoir recueilli les commentaires du groupe sur les techniques actuellement utilisées pour mettre en oeuvre des formations pertinentes, les participants ont été invités à fournir leurs recommandations sur la voie optimale de mise en oeuvre de telles initiatives. Pour ce faire, les deux groupes ont été invités à poursuivre leur travail ensemble, afin de créer deux cartes conceptuelles avec les aspects fondamentaux de la formation P/LEV axée sur la lutte et la prévention.

Italie

La réunion avec le groupe de travail italien s'est déroulée en ligne le 26 janvier 2023 de 10 heures à 13 heures et 8 participants de différents domaines étaient présents. L'équipe de chercheurs a décidé de sélectionner la majorité des membres du groupe parmi un groupe d'experts, de parties prenantes et de praticiens de première ligne qui ont travaillé/travaillent dans la ville de Turin. En effet, au cours des deux dernières décennies, la ville de Turin a promu, tant au niveau institutionnel que non institutionnel, un certain nombre d'activités, de mesures et de projets visant à lutter contre la radicalisation, qui ont été reconnus comme de bonnes pratiques au niveau national et européen. Cependant, d'autres participants dont la présence a été jugée significative ont été inclus, y compris un membre du consortium du projet PARTICIPATION pour partager les résultats récents du livrable 3.4 en mettant l'accent sur l'éducation. Plus précisément, les participants appartiennent aux catégories suivantes :

- ❖ les praticiens locaux de la prévention travaillant sur les formations PEV au niveau local ;
- ❖ praticiens de première ligne travaillant sur les formations PEV en milieu carcéral ;
- ❖ praticiens de première ligne et parties prenantes travaillant sur la liberté civile et sociale des détenus ;
- ❖ le personnel municipal local ;
- ❖ Experts en formation et éducation PEV ;
- ❖ Des experts universitaires travaillant sur l'intégration sociale des minorités, des réfugiés et des communautés de migrants.

La méthodologie utilisée pour élaborer et diriger le groupe de travail est fondée sur le livrable D3.2 - Laboratoires sociaux : un cadre de méthodologie participative partagée. Selon ce cadre méthodologique, mis en oeuvre à chaque étape participative du projet PARTICIPATION, un laboratoire social a été à la base de ce groupe de travail. Les laboratoires sociaux ont pour objectif

de renforcer l'efficacité de la recherche en stimulant un processus d'apprentissage collaboratif et de co-construction de solutions socialement durables et efficaces. En ce sens, les laboratoires sociaux peuvent être considérés comme :

- ✓ les activités sociales, qui visent à relever des défis sociaux complexes (pauvreté, durabilité, radicalisation, etc.);
- ✓ les actions expérimentales, car elles offrent un environnement réel dans lequel des expériences sociales peuvent être menées ;
- ✓ les actions systémiques, en raison du niveau auquel elles cherchent à résoudre les problèmes en adoptant des points de vue multiples.

Par rapport à d'autres méthodologies participatives, les laboratoires sociaux ne sont pas destinés exclusivement aux experts, mais aussi aux acteurs qui peuvent faire partie intégrante du changement systémique au niveau local, régional et national.

Dans le cas spécifique du groupe de travail 5.3 en Italie, l'équipe de recherche a cherché à explorer les sujets/questions suivants :

- les approches utilisées, les groupes cibles, les méthodologies, les formats et l'expertise dans les formations PEV, les programmes éducatifs, ou dans tout autre projet important concernant cette question ;
- Principales forces et faiblesses ;
- Comment l'approche actuelle pourrait être améliorée ;
- Quel genre de formation et d'outils éducatifs sont nécessaires.

Les procès-verbaux de la réunion ont ensuite été systématisés, afin de correspondre aux catégories désignées. Les noms des experts et des praticiens de première ligne ont été rendus anonymes et la réunion a été animée par Claudia Annovi (CeSI).

Roumanie

Un groupe de travail - le Cluj Education Innovation Lab - a été mis en place en Roumanie, réunissant des experts de l'éducation, des enseignants, des étudiants/jeunes, des ONG impliquées dans la programmation pour les jeunes et la lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation et la haine, ainsi que des institutions publiques et des organismes chargés de l'application de la loi impliqués dans le travail avec les jeunes. Le groupe de travail fait partie du laboratoire d'innovation sociale de Cluj, qui a été créé en tant qu'organe permanent dans le contexte du projet PARTICIPATION et qui a pour mission de soutenir la participation des utilisateurs au projet et l'utilisation des résultats des activités du projet et de la durabilité, étant donné que le groupe de travail poursuivra également ses activités une fois le projet achevé. Le groupe de travail a examiné les questions énoncées dans la tâche 5.3. Il s'appuie également sur des processus et des engagements antérieurs dans le contexte du projet, notamment :

- Entretiens avec des enseignants, des éducateurs, des animateurs socio-éducatifs et des spécialistes de l'éducation
- Enquêtes et questionnaires auprès des enseignants, des étudiants, des jeunes et des animateurs socio-éducatifs
- Groupes de discussion et de travail

Le Groupe de travail s'est réuni le 9 février 2023 de 14 heures à 18 heures pour répondre aux questions. Le groupe était composé de 21 participants externes et de six membres du personnel de PATRIR. Tous les participants travaillent dans l'écosystème de Cluj-Napoca et représentent les écoles, la police, les ONG et les institutions publiques.

Le présent document résume les résultats des procès-verbaux des trois réunions, en présentant les principales conclusions correspondant aux thèmes pertinents. Bien que le programme P/LEV ait été examiné lors des ateliers participatifs conjoints en Grèce et en Roumanie, ledit procès-verbal met l'accent sur la prévention de l'extrémisme violent. Ces résultats de recherche contribuent à l'élaboration de recommandations fondamentales pour l'élaboration d'un programme de formation des formateurs, qui seront utilisées dans les efforts et activités futurs du projet.

Conclusions des groupes de travail

Approches utilisées et à considérer

Les principales approches exploitées dans le contexte **grec** sont l'approche participative et/ou expérientielle, un mélange des deux et l'approche prescriptive. En même temps, quelques initiatives pertinentes intègrent des éléments de psychologie positive - qui devraient être horizontaux dans toutes les initiatives pertinentes, afin d'aider les individus à, plus tard, soutenir la communauté dans son ensemble. Les membres du groupe ont souligné l'importance de la participation active des apprenants à la formation PEV (P1 : «Dans ce cas, les stagiaires doivent apprendre grâce à leur expérience et à leurs sentiments. Ce n'est qu'à travers de telles méthodes qu'ils pourront se mettre à la place des autres et embrasser la leur et la diversité des autres»). Le groupe **italien** a expliqué que certaines formations mises en œuvre se concentraient sur le niveau local et les besoins de la communauté locale en introduisant une approche individualisée. L'un des participants a élaboré un projet de soutien par les pairs axé sur la citoyenneté inclusive ; il envisage la co-crédation du matériel en collaboration avec des élèves du secondaire, qui formeront ensuite d'autres élèves du

secondaire, qui seront à leur tour les formateurs des élèves du primaire. **Les participants roumains** ont expliqué que la formation et l'éducation en matière d'EVP ne sont pas prioritaires au niveau national, tandis que la formation liée à l'EVP n'est pas intégrée dans l'enseignement formel. Le groupe a conclu que l'approche prescriptive domine l'éducation scolaire, étant «descendante», «basée sur la lecture» et axée sur l'apprentissage cognitif et la mémorisation ; la hiérarchie entre les enseignants et les élèves est toujours prédominante. Les formations dispensées par les ONG qui collaborent avec les établissements d'enseignement suivent l'approche expérientielle ; cependant, il existe une forte divergence entre les possibilités et la disponibilité de ces programmes, les écoles plus grandes et plus riches des grandes villes bénéficiant souvent de plus de possibilités, tandis que les élèves des écoles des zones rurales et urbaines isolées ont peu de chances de participer à de telles activités. Les ONG se concentrent généralement sur la formation non formelle et basée sur l'expérience.

L'approche immersive et l'exploitation des moyens technologiques ont été fortement recommandées par les participants **grecs** : «Même si cette méthodologie n'est pas très utilisée, elle est l'une des meilleures pour transmettre des sentiments et faire comprendre aux gens ce que peuvent impliquer des actions violentes» mentionne le P6. Le P9 développe et fournit l'exemple des avantages liés à l'utilisation de la réalité augmentée dans l'EVP : «Par exemple, imaginez si le formateur voulait aider les participants à comprendre les conséquences... matérielles et émotionnelles, disons, sur les individus et les groupes... et qu'ils utilisaient la réalité augmentée, en présentant un groupe d'extrémistes en train de détruire la propriété ou les locaux où la formation a lieu. Je pense que cela aurait un impact énorme sur les apprenants et ils comprendraient très bien ce que ressent quelqu'un qui voit quelque chose comme ça. Les parties prenantes **italiennes** ont recommandé d'inclure les centres pénitentiaires pour les personnes devant être rapatriées en raison de liens avec l'extrémisme dans l'élaboration et l'organisation d'initiatives de prévention concernant les établissements de privation de liberté ; elles ont donné l'exemple d'un mémorandum d'accord pour la gestion du pluralisme religieux dans les lieux de privation de liberté, qui a été étendu au CPR (Centro di Permanenza per i Rimpatri). Des experts **Roumanains** ont indiqué que des approches holistiques devraient être mises en œuvre dans les écoles, qui devraient être traitées comme un écosystème affecté par les changements sociétaux. Ils ont ensuite élaboré des approches efficaces qui devraient être exploitées, en ce qui concerne les éléments suivants : l'apprentissage centré sur l'apprenant ; l'apprentissage axé sur les projets ; l'apprentissage par l'expérience/l'apprentissage par la pratique ; les approches culturellement inclusives ; l'apprentissage en groupe ; les approches immersives ; l'éducation axée sur l'agence reconnaissant la capacité d'agence des jeunes ; l'apprentissage dirigé par l'étudiant/axé sur l'étudiant ; l'apprentissage réfléchi et l'éducation ; l'apprentissage socio-émotionnel ; et l'apprentissage axé sur le bien-être et la résilience. En tout état de cause, ils ont recommandé une combinaison d'approches qui contribueraient plus positivement à la réalisation des objectifs de formation, tandis qu'une formation sans structure hiérarchique devrait être encouragée.

Méthodologies utilisées et à considérer

Conformément aux approches suivies, les méthodologies couramment appliquées dans la formation à l'EVP en **Grèce** comprennent des jeux de rôle, des études de cas, l'art-thérapie, des activités sportives et culturelles, ainsi que des projections de films, afin de renforcer la participation des apprenants tout au long du programme. Néanmoins, les conférences sont également exploitées, dans le cadre de l'approche prescriptive. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une méthode de formation, un expert **italien** a indiqué qu'une initiative passée impliquait la mise en place de réunions/groupes de travail sur la question de la citoyenneté, avec la participation de diverses parties prenantes. D'autres méthodes mettent l'accent sur le dialogue et les activités interreligieuses, ainsi que sur la collaboration entre différents acteurs. En **Roumanie**, les établissements scolaires - dans leur majorité - s'appuient sur des méthodes d'apprentissage descendantes, cognitives et «basées sur la prestation», telles que les «conférences» et les «présentations». Toutefois, les écoles utilisent de plus en plus des méthodes basées sur des projets, le travail de groupe, l'apprentissage «basé sur l'exercice», où les élèves se voient confier un «exercice» ou une «tâche» à accomplir, ainsi que d'autres méthodes participatives, laissées à la discrétion des enseignants. D'autre part, les ONG utilisent un large éventail de méthodes participatives non formelles, y compris (mais sans s'y limiter) : jeux de rôles, simulations, campagnes (en ligne et hors ligne), cercles de discussion, coaching, apprentissage par projet, mini « conférences » et présentations, exercices de groupe, théâtre forum, réalisation de vidéos / films, exercices de prise de parole en public, méthodologies basées sur l'empathie pour comprendre la perspective des autres, exercices de dialogue, et plus encore.

Les méthodes recommandées, largement identifiées par les groupes de travail, comprenaient les jeux de rôle, les simulations, l'art-thérapie, le théâtre forum, les méthodes apprises par la mise en oeuvre de projets, les études de cas, le dialogue actif et significatif, les conférences (pour expliquer des idées et des concepts complexes), le service communautaire, les visites d'étude et les échanges, les projections de films, le dialogue et les activités interreligieux, la budgétisation participative, les exemples réels, les exercices de respiration et les activités sportives. Dans le même temps, il a été recommandé de créer des synergies locales, afin de faciliter le dialogue et d'éviter un travail compartimenté et relevant de bureaux et de domaines individuels. Enfin, il conviendrait d'accorder une plus grande attention aux activités menées en dehors de l'école, par exemple dans les centres extrascolaires qui accueillent des jeunes .

Groupes cibles existants et ceux auxquels il faudrait s'adresser

La plupart des formations explorant les questions à l'étude en **Grèce** s'adressent aux groupes vulnérables, notamment les personnes LGBTQI+, les réfugiés et les migrants, les jeunes et les étudiants, mais aussi les personnes qui sont à risque d'exprimer les comportements étudiés, comme

les amateurs de sport et aux acteurs qui peuvent contribuer à la prévention, comme les athlètes et les bénéficiaires/professionnels des organisations de jeunesse. Des formations similaires, visant à sensibiliser, s'adressent également au grand public. Certains participants **italiens** ont développé et signé un accord pour la gestion du pluralisme religieux, dans le cadre duquel ils ont proposé l'inclusion de professionnels de première ligne, tels que les travailleurs pénitentiaires, dans les groupes cibles de formation, afin de les aider à développer une relation d'empathie avec les détenus, plutôt qu'une relation « axée sur la sécurité ». Il est également prévu de soutenir les familles des prisonniers étrangers. Les groupes à risque, tels que les jeunes en liberté conditionnelle, les jeunes délinquants et les personnes privées de liberté, comptent parmi les bénéficiaires directs de ces programmes. L'un des participants a mentionné le projet PriMED (Prevenzione e Interazione nello Spazio Transmediterraneo), dans le cadre duquel une formation a été dispensée aux hôpitaux, aux opérateurs économiques, au personnel soignant, aux étudiants universitaires, au personnel religieux et aux organisations culturelles, afin qu'ils puissent jouer le rôle de multiplicateurs de connaissances et d'agents de communication. D'autres actions s'adressent également au grand public, ainsi qu'aux jeunes en général, ou à des groupes très spécifiques, comme les jeunes détenus dans les prisons pour adultes. En **Roumanie**, la majorité des formations liées à l'EVP sont destinées aux jeunes, avec un accent particulier sur les lycéens. Il existe également des programmes ciblant les jeunes enfants, l'éducation de la petite enfance, les étudiants universitaires ou encore les enseignants.

L'un des participants **grecs** a souligné que chacun devrait être inclus dans ces formations, car «Chacun doit contribuer au développement d'une société inclusive qui promeut les valeurs démocratiques fondamentales, telles que la non-discrimination, la tolérance, l'acceptation, l'égalité et les interactions pacifiques. Ainsi, chacun doit être formé aux questions de cohésion, d'inclusion et de résilience sociétales». D'autres groupes qui devraient faire l'objet d'une attention particulière concernent les jeunes (en particulier les 15 à 22 ans), leur famille et leur environnement social, ainsi que les détenus récemment libérés. En outre, les étudiants - en particulier après la pandémie - et les principales parties prenantes qui entrent en contact avec les groupes vulnérables et peuvent agir comme multiplicateurs de connaissances devraient être au centre de l'éducation à la prévention et à la prise de conscience. En **Italie**, il conviendrait également de mettre davantage l'accent sur les jeunes issus de l'immigration, en se concentrant sur leur identité religieuse et sur la dynamique de leur inclusion. Les activités destinées aux professionnels peuvent également être étendues à l'administration pénitentiaire et à d'autres groupes professionnels qui entrent en contact avec la population carcérale. Les parties prenantes **roumaines** ont suggéré que les étudiants ayant des origines économiques, géographiques et sociales différentes soient plus systématiquement impliqués dans l'éducation PEV, ainsi que les étudiants universitaires de sexe masculin, qui sont identifiés comme l'un des groupes à risque en matière de recrutement. Les parents, les enseignants, les professionnels des forces de l'ordre, les travailleurs sociaux et les autorités locales devraient également bénéficier d'un soutien supplémentaire pour contribuer ultérieurement au renforcement de la résilience des jeunes. Enfin, les jeunes enfants devraient également être

soutenus dans le développement de leur culture émotionnelle, de leurs aptitudes à la communication et de leur éducation à la diversité.

L'expertise existante et celle qui fait défaut

En **Grèce**, les ONG et les organisations concernées ont accumulé au fil des années des compétences et expérience en matière de formation à l'EVP, considérant que ce sont les principaux acteurs qui ont tenté de combler les lacunes observées dans ce domaine. Les associations sportives et les acteurs publics ont également commencé à prendre une position active dans ce domaine. Selon les membres du groupe de travail, il s'agit du ministère de la Culture et des Sports, du ministère de la Justice, de la division de la cybercriminalité de la police grecque, des réseaux/centres de jeunes (organisations locales à caractère non politique) et d'initiatives de l'administration centrale. Les organisations susmentionnées sont principalement impliquées dans le renforcement de la cohésion sociale, de l'inclusion et de la résilience. Les organismes garants en **Italie**, en particulier les organes de garantie des droits des villes métropolitaines, ont été identifiés comme ayant un rôle préventif et proactif dans le phénomène, car ils surveillent l'avancement des différents projets. L'Associazione Italiana Vittime del Terrorismo (Association italienne des victimes du terrorisme) est un autre expert qui a été identifié, ainsi que le DAP (Dipartimento Amministrazione Penitenziaria) qui a initié une formation sur l'Islam, en utilisant des témoignages des victimes. Des chercheurs ont également été identifiés sur base de leur expérience acquise au fil des ans sur divers aspects du phénomène, comme les défis des enseignants pour traiter des sujets controversés et des conflits dans l'environnement scolaire, et alors qu'ils fournissent des conseils aux décideurs politiques sur la base de preuves fiables. Les participants **roumains** ont expliqué que, même si elle n'est pas «largement» disponible, il existe une expertise en matière de contre-discours et de récits alternatifs, de protection, de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme, de communication non violente, de lutte contre la haine et la discrimination, de résilience, de lutte contre les fausses informations, de renforcement de la pensée critique, d'éducation à la paix et d'«écoles saines».

Les participants **grecs** ont recommandé que les pouvoirs publics jouent un rôle plus actif dans ces efforts, car dans de nombreux cas, ils disposent des outils et des ressources nécessaires pour renforcer et améliorer les efforts existants et atteindre un public plus large. Les enseignants et les écoles **roumains** ont été identifiés comme ayant besoin d'une expertise supplémentaire dans la compréhension et la mise en œuvre de l'éducation P/LEV ; l'éducation inclusive et à la paix ; l'éducation en ligne et numérique, y compris la protection numérique et la lutte contre le harcèlement en ligne ; les méthodes d'éducation non formelle et les approches participatives, d'apprentissage dirigé par les élèves et « centré sur l'apprentissage » ; les biais d'auto-complaisance, d'antiracisme, d'anti-stéréotype ; et l'éducation basée sur le bien-être et la résilience. Néanmoins, les membres du groupe soulignent que le système éducatif doit être repensé, afin de mieux répondre aux besoins actuels des étudiants et aux questions d'actualité.

Formation et outils éducatifs disponibles et à développer

Les participants **grecs** ont discuté le manque de formation et d'outils pédagogiques disponibles axés sur l'EVP. Les éducateurs et les formateurs ne semblent pas être bien soutenus, et les formations à mettre en œuvre dépendent de la seule discrétion des individus. Les matériels de formation et d'éducation existants sont axés sur l'exploration de l'inclusion, la réduction de la pauvreté, la violence sexiste et d'autres thèmes généraux étroitement, mais pas exclusivement, associés à l'EVP. L'un des membres du consortium **italien** PARTICIPATION qui a participé au groupe de travail et présenté les résultats de la recherche sur cette question a souligné que l'une des conclusions communes qui ont émergé au niveau transnational concernait le besoin d'outils et de formations dans les écoles. Un autre membre du groupe a mentionné les outils du Radicalisation Awareness Network (RAN) - dépôt des pratiques, qui est divisée en secteurs (p. ex., l'éducation). Il existe des formations disponibles pour lutter contre la haine et la discrimination (ethnicité, identité) en **Roumanie**. Les participants ont également mentionné qu'une organisation de défense des droits humains avait élaboré une nouvelle boîte à outils pratique à l'intention des enseignants pour lutter contre la discrimination. Il existe toutefois peu d'outils, de manuels et de matériels pédagogiques à la disposition des enseignants sur l'éducation à l'EVP.

Le matériel distribué aux enseignants et aux formateurs en **Grèce** devrait être plus localisé et correspondre aux besoins réels de la population ciblée. Des formations et des outils plus systématiques, cohérents et cohésifs doivent être fournis aux écoles **italiennes**, tandis que des éléments et des exemples plus concrets doivent être intégrés dans les cours proposés. En tout état de cause, le matériel disponible devrait être bien diffusé et distribué aux parties intéressées, de préférence de manière centralisée. Les interlocuteurs **roumains** ont proposé des didacticiels et des guides vidéo sur la formation. Ils ont également expliqué qu'il était nécessaire de dispenser des formations sur les méthodologies mixtes et les approches intégrées, les programmes de formation liés aux indicateurs de performance, les formations sur les « écosystèmes », l'éducation à la paix et à l'égalité des sexes, la pensée critique, constructive et axée sur les solutions, la citoyenneté active et l'empathie.

Recommandations pour le programme de formation des formateurs

Bien que des progrès aient été accomplis ces dernières années dans ces trois pays, il est évident qu'il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une société d'équité et d'inclusion pour tous, et pour éviter que les individus adhèrent à des idéologies et à des comportements extrêmes et violents. En outre, des efforts supplémentaires devraient être consacrés à la conception et au développement d'actions de formation et de leurs différents aspects, afin qu'elles soient en adéquation avec les besoins réels et actuels constatés dans le contexte national, régional et local respectif. Compte tenu des résultats du groupe de travail, les recommandations suivantes sont proposées pour l'élaboration du programme de formation professionnelle :

Aspect visé	Recommandations
Recommandations générales	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Mise en œuvre de la formation en deux jours ou en série sur une période (afin de permettre aux apprenants et aux formateurs de «tester» et d'appliquer les connaissances, compétences et outils nouvellement acquis et de faire un retour avec leurs expériences ;<input type="checkbox"/> Inclusion de membres de la communauté du public cible dans l'élaboration du format et du contenu de la formation ;<input type="checkbox"/> Développement de la formation sur la base d'un dialogue égalitaire, où toutes les opinions ont leur importance, indépendamment de tout pouvoir hiérarchique ;<input type="checkbox"/> Développement de formations à plusieurs niveaux pour différents groupes professionnels, afin de surmonter les stéréotypes et les préjugés sur le lieu de travail.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Inclusion d'informations sur les idées et concepts fondamentaux;<input type="checkbox"/> Adaptation de la formation au contexte national et aux besoins actuels;<input type="checkbox"/> Aborder les « problèmes difficiles » auxquels les apprenants sont confrontés et les façons dont ils peuvent les aborder;

	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Mettre l'accent sur les «intersectionnalités dans l'extrémisme», étant donné que la prévalence des différentes formes de radicalisation et d'extrémisme pourrait changer au cours de différentes périodes ; <input type="checkbox"/> Mettre l'accent sur des formes spécifiques de radicalisation et d'extrémisme, en fonction du contexte national, régional et local.
Approches	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Utilisation d'approches expérientielles et participatives, en laissant de côté les méthodes d'enseignement traditionnelles ; <input type="checkbox"/> Utilisation d'un mélange d'approches qui réunissent les avantages des différentes méthodes ; <input type="checkbox"/> Poursuite de l'utilisation de l'approche immersive et l'intégration de moyens et de technologies modernes à la formation; <input type="checkbox"/> Adaptation de l'approche utilisée, en fonction des besoins des participants, avant et pendant la formation ; <input type="checkbox"/> Intégration d'éléments de psychologie positive dans toutes les formations, afin d'aider les individus à soutenir plus tard leur communauté.
Méthodes	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Utilisation d'une combinaison de méthodes expérientielles/participatives pour stimuler et attirer l'intérêt des participants et les aider à comprendre les phénomènes en profondeur; <input type="checkbox"/> Adaptation des méthodes utilisées, en fonction des besoins des participants, en les aidant à bien comprendre les concepts fondamentaux et en leur fournissant les outils qu'ils peuvent déployer dans l'organisation de leurs actions de formation ; <input type="checkbox"/> Fourniture d'exemples d'activités que les stagiaires seront en mesure de mettre en œuvre eux-mêmes, ainsi que des conseils pertinents pour l'animateur ; <input type="checkbox"/> Explication des aspects fondamentaux, des caractéristiques et des variations des différentes méthodes, afin que les participants soient bien préparés à la mise en œuvre de la formation ; <input type="checkbox"/> Inclusion de modèles d'enseignement basés sur des phénomènes pour différents âges.
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Inclusion des groupes à risque dans le public de formation, afin d'améliorer leur résilience et de les aider à mettre en œuvre la formation s'adressant à leurs pairs et à d'autres personnes de leur communauté ; <input type="checkbox"/> Inclusion des familles des personnes impliquées dans des incidents extrémistes - qu'il s'agisse de victimes ou d'auteurs - dans le public cible, afin de les aider à fournir un soutien aux personnes touchées ; <input type="checkbox"/> Inclusion des principales parties prenantes de la communauté dans le public, qui seront habilitées à reproduire la formation au niveau local ;

	<ul style="list-style-type: none"> ❑ Inclusion d'autres parties prenantes clés qui viennent au contact/travaillent avec des groupes vulnérables et qui peuvent reproduire la formation auprès de leurs collègues.
Expertise	<ul style="list-style-type: none"> ❑ Collaboration et l'échange d'expériences entre les ONG et les autorités publiques, afin de parvenir à une intervention plus globale et de cibler un plus large éventail de parties intéressées ; ❑ Facilitation des activités par des formateurs ayant une expérience antérieure aussi bien sur les thématiques explorées, que sur les outils, activités et méthodes qui seront utilisés.
Formation et outils pédagogiques	<ul style="list-style-type: none"> ❑ Large exploitation des outils existants pour la mise en œuvre des formations et la fourniture de ressources aux participants ; ❑ Fourniture d'outils qui comprendront des lignes directrices, des étapes et des conseils clairs non seulement sur les questions faisant l'objet de la recherche, mais aussi sur la mise en œuvre d'activités de formation, selon une approche expérientielle, participative et immersive; ❑ Fourniture de ressources aux apprenants, en ce qui concerne l'organisation et la mise en œuvre des formations ; ❑ Fourniture de matériel avant la mise en œuvre de la formation pour aider les stagiaires à développer leur expertise.

Annexes

Annexe I : Procès-verbal de la réunion - Grèce

Au cours de l'activité World Café, les deux groupes ont donné un aperçu du format des formations P/LEV traitant des questions de lutte et de prévention du phénomène.

Il a été communément admis que les programmes axés sur la prévention concernent généralement la fourniture d'informations et la sensibilisation à la compréhension des phénomènes en question. Bien que les objectifs d'apprentissage de ces formations soient souvent assez génériques, portant sur la compréhension des définitions et des comportements associés à la radicalisation et à l'extrémisme, l'évaluation et la prévention des comportements radicaux et le renforcement de la tolérance et de l'acceptation, ils peuvent également être plus spécifiques. Par exemple, ils peuvent cibler l'exploration de formes particulières de radicalisation et d'extrémisme, comme la violence dans les sports et les supporters, ou la compréhension de termes spécifiques, comme les notions d'intégration sociale et politique.

Au cours de l'activité World Café, les participants ont clairement indiqué que, bien que dans de nombreux cas, il existe des sujets normalisés couverts dans le contexte de telles actions, correspondant aux aspects fondamentaux de la prévention du phénomène, de l'engagement et de l'autonomisation des communautés, de l'éducation des jeunes et des récits alternatifs ne sont pas spécifiquement ciblés sur la question de l'extrémisme violent et de la radicalisation. Au contraire, les formations portent sur des thèmes connexes tels que la violence sexiste, les discours haineux, la citoyenneté active et d'autres. Ce qui manque clairement et sur quoi il faudrait investir, selon les membres du groupe de travail, ce sont des stratégies de sortie sur mesure, ainsi que le soutien familial, et une structure multi-agences améliorée, par laquelle une meilleure coopération interinstitutionnelle est encouragée. En ce qui concerne le dernier point P6, il est mentionné que «des actions sont menées à différents niveaux et sur différents fronts, sans être coordonnées».

D'autres thèmes qui ont été mentionnés comme méritant d'être explorés ont été associés à l'éducation des jeunes sur la radicalisation et l'extrémisme violent, et à une promotion plus ciblée d'un environnement communautaire fondé sur les valeurs de tolérance mutuelle, d'empathie et de respect envers la diversité et les différences culturelles. Sur la base de ce que le P7 a déclaré, «nous devons également investir dans la sensibilisation aux premiers signes de radicalisation auprès des praticiens et des éducateurs de première ligne. Cela devrait être combiné avec la création de mécanismes de soutien pour les jeunes tels que des lignes téléphoniques ou des applications virtuelles».

Au cours de la présentation et de la discussion des idées recueillies en plénière, le P5 a développé les formes de radicalisation les plus répandues dans la société grecque : la radicalisation politique et le hooliganisme. Ils se sont penchés sur les événements récents de 2022, concernant la mort d'Alkis Kampanos, âgé de 19 ans, à Thessalonique, par un groupe de hooligans soutenant une équipe différente, et ont souligné l'importance de mettre en œuvre des formations pertinentes qui correspondent aux besoins du ou des groupes cibles concernés et correspondent au contexte sociopolitique existant ; «Il existe plusieurs formations disponibles qui soutiennent le renforcement de la cohésion sociale en général, ce qui est un aspect très important qui doit être reconnu, mais de tels événements soulignent que quelque chose manque encore». Les membres du groupe de travail ont en outre discuté du fait que les « formations de prévention » ne sont généralement pas mises en œuvre dans le cadre d'un programme de formation à la lutte contre la radicalisation, mais plutôt dans le cadre d'autres initiatives qui explorent des idées et des facteurs similaires. Ils ont conclu sur l'importance de formations ciblées.

Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé

Certes, les programmes de formation en EVP suivent l'approche participative ou expérientielle, alors que dans certains cas, une combinaison de ces deux méthodes est suivie. Néanmoins, l'approche prescriptive est également parfois suivie. P1 a commenté la nécessité d'apprendre par l'expérience, en particulier lorsqu'il s'agit de renforcer et/ou de développer la tolérance et l'acceptation : «Dans ce cas, les stagiaires doivent apprendre par leur expérience et leurs sentiments. Ce n'est qu'à travers de telles méthodes qu'ils pourront être à la place des autres et embrasser la leur et la diversité des autres. Les P2, P7 et P9 expliquent en outre que quelques programmes de formation disponibles sur la prévention suivent les principes fondamentaux de la psychologie positive, en donnant, dans cette veine, une importance aux points communs des personnes plutôt qu'aux différences - peut-être des valeurs communes, des croyances ou des idées pour le développement d'une communauté connectée et cohésive. Comme ils l'ont souligné, cette intégration des éléments et des principes de la psychologie positive devrait être horizontale dans les programmes de formation en prévention, en gardant à l'esprit que la communauté s'épanouit également grâce au développement personnel de ses membres.

«Par exemple, lorsque vous apprenez à être présent [ce qui fait partie des principes de la psychologie positive], vous vous entraînez à remarquer des choses que vous ne remarqueriez pas autrement, comme un comportement ou une idée qui montre qu'une personne se déplace vers l'adhésion à des récits radicaux.», P9

De plus, P1 ajoute que dans le contexte de l'apprentissage par l'expérience, les stagiaires ont tendance à lier leurs expériences à leurs émotions. De cette façon, il leur est plus facile d'atteindre les objectifs d'apprentissage et de conserver les connaissances nouvellement acquises.

Outre l'importance de l'apprentissage par l'expérience, les participants sont parvenus à un consensus sur le fait que les approches immersives peuvent également être efficaces dans les programmes d'EVP : «Même si cette méthodologie n'est pas très utilisée, elle est l'une des meilleures

pour transmettre des sentiments et faire comprendre aux gens ce que peuvent impliquer des actions violentes», mentionne le P6. Le P9 développe et fournit l'exemple des avantages liés à l'utilisation de la réalité augmentée dans l'EVP : «Par exemple, imaginez si le formateur voulait aider les participants à comprendre les conséquences... matérielles et émotionnelles, disons, sur les individus et les groupes... et qu'ils utilisaient la réalité augmentée, en présentant un groupe d'extrémistes en train de détruire la propriété ou les locaux où la formation a lieu. Je pense que cela aurait un impact énorme sur les stagiaires et ils comprendraient très bien ce que ressent quelqu'un qui voit quelque chose comme ça.

Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé

Conformément aux approches suivies, les méthodologies couramment appliquées dans la formation en EVP comprennent les jeux de rôle, les études de cas, l'art-thérapie, les activités sportives et culturelles, ainsi que les projections de films, afin d'accroître la participation des stagiaires tout au long du programme. Néanmoins, les conférences sont également exploitées, dans le cadre de l'approche prescriptive.

Le P5 a fait observer que les méthodes traditionnelles, comme les conférences, dominaient dans la majorité des actions de formation par le passé, mais qu'un changement a été observé au cours des dernières années ; des méthodes plus participatives et expérientielles sont utilisées. P8 a également ajouté que «l'on peut observer les bénéfices de ces pratiques, car les stagiaires peuvent mieux comprendre les différentes notions et concepts, les conséquences des comportements violents et les façons dont ils peuvent intervenir et contribuer à la prévention des phénomènes mentionnés». P1 a expliqué que les méthodes traditionnelles peuvent être efficaces dans le contexte de l'éducation formelle, par exemple dans une leçon scolaire, mais qu'elles semblent inadéquates dans les contextes d'éducation non formelle, en particulier en ce qui concerne la prévention, où les stagiaires doivent être habilités à intervenir et à contribuer à la prévention de l'adoption et de l'expression de points de vue et de comportements extrêmes, et à apprendre à connaître les outils et les méthodes pour y parvenir.

La majorité des membres du groupe de travail ont indiqué que, bien que de nombreux programmes de formation existants suivent cette approche participative, centrée sur l'apprenant, en appliquant les méthodes mentionnées ci-dessus, ces dernières devraient être appliquées horizontalement. Les P3 et P6 ont introduit que, surtout en ce qui concerne la prévention, de simples conférences ne suffisent pas pour que les stagiaires se familiarisent avec les concepts de base des questions en jeu, tels que les conséquences des comportements violents sur les victimes. P2 a poursuivi en fournissant un exemple d'activité pertinent : «Par exemple, dans le cadre d'une activité de jeu de rôle, les participants à la formation peuvent être invités à prendre la part d'un agent actif qui a besoin d'intervenir dans une situation complexe et problématique, afin de contribuer à la prévention d'une escalade potentielle de l'incident».

D'autres méthodologies évoquées sont basées sur l'art-thérapie (théâtre des opprimés), la promotion d'un dialogue actif et significatif, des simulations, des études de cas, des jeux de rôle et

des projections de films. Ces méthodes ont été convenues d'un commun accord. Certaines méthodologies supplémentaires, telles que les conférences, ont été mentionnées par P6, qui a affirmé que «les conférences peuvent être très utiles pour définir des termes ambigus, ce qui existe clairement dans notre contexte». Dans ce cadre, ils ont également ajouté que des exemples réels ainsi que des ateliers expérimentaux dans les écoles et les universités peuvent être très pratiques pour le contexte grec de la PEV. Enfin, des cas concrets, des activités sportives et l'apprentissage par le service pour la promotion du bénévolat dans la communauté ont également été proposés comme méthodes permettant d'améliorer les réseaux et les relations de la communauté.

Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes cibles potentiels

L'activité World Café a également révélé les principaux groupes habituellement ciblés par les programmes pertinents. Les membres de l'atelier ont conclu que ces mesures concernent des groupes de personnes qui risquent d'être ciblées, comme les réfugiés et les migrants, les personnes LGBTQI+, les jeunes et les étudiants, mais aussi les personnes qui risquent d'exprimer des comportements pertinents, comme les amateurs de sport et les acteurs qui peuvent contribuer à la prévention, comme les athlètes et les bénéficiaires/professionnels des organisations de jeunesse. Le P8 a toutefois précisé que, dans de nombreuses occasions, les «groupes à risque» ne sont pas bien définis, ce qui laisse une définition vague du public cible, qui repose sur la compréhension et la discrétion des parties intéressées.

P2 a également expliqué qu'au cours des dernières années, de nombreux programmes de formation portant sur le bien-être, la protection et l'inclusion des groupes «à risque» ont vu le jour. Néanmoins, celles-ci peuvent relever du cadre général des droits de l'homme, plutôt que d'un thème plus spécifique, comme la radicalisation et l'extrémisme. Des formations similaires axées sur les droits et l'inclusion de ces groupes s'adressent également à l'ensemble de la population, dans le but de renforcer la sensibilisation et la sensibilisation.

Néanmoins, le P5 a souligné que «Chacun doit contribuer au développement d'une société inclusive qui promeut les valeurs démocratiques fondamentales, telles que la non-discrimination, la tolérance, l'acceptation, l'égalité et les interactions pacifiques. Ainsi, chacun doit être formé aux questions de cohésion, d'inclusion et de résilience sociétales». P4 a également suggéré que de telles formations peuvent également cibler des personnes d'une communauté spécifique, afin d'accroître leur capital social et leur efficacité collective vers cet objectif commun de créer une société d'équité.

Sur la base de la deuxième activité mise en œuvre et de la discussion qui s'en est suivie entre les participants, il a été convenu que les groupes cibles pertinents qui doivent être mis en évidence se rapportent aux jeunes (en particulier les 15-22 ans), à leurs familles et à l'environnement social auquel ils appartiennent. En outre, P2 a souligné le fait que nous devrions également cibler les détenus récemment libérés en Grèce - «Nous devrions identifier et travailler spécifiquement avec

ceux qui ont été emprisonnés en raison d'actions violentes à motivation politique ou même de hooliganisme». Suite à cette suggestion, la plupart des participants ont été en accord avec la proposition, et P3 a noté en outre que cela permettrait également de réduire le risque de rechute pour les individus libérés. Selon la majorité des membres du groupe, l'État et la communauté devraient donner la priorité à l'intégration et à l'inclusion des groupes qui sont identifiés, ou qui sont généralement marginalisés et peuvent, par conséquent, être amenés à adhérer à des récits et comportements radicaux. En outre, la P1 a souligné qu'après la pandémie, les étudiants devraient devenir plus centraux dans les programmes PEV : «Même si les programmes existants limités ont ciblé les étudiants en termes de prévention, la pandémie a créé de nouvelles dynamiques qui doivent être comprises et exploitées de manière opportune et efficace».

Dans le même temps, la priorité devrait également être accordée à la formation et au soutien des principales parties prenantes qui entrent en contact avec les groupes précédemment énumérés, comme le personnel municipal et les éducateurs, afin de pouvoir mieux soutenir leurs bénéficiaires.

L'expertise existante et ce qu'il faut d'autre

Les groupes ont convenu que les ONG et les projets financés par l'Europe constituent l'un des principaux acteurs qui contribuent aux formations PEV grâce à leur expertise. Les P3, P6 et P9 expliquent qu'en raison de l'absence de formations PEV dispensées par le secteur public au fil des ans, les ONG ont tenté de combler les lacunes et ont ainsi acquis les connaissances et l'expertise pertinentes. Dans le même temps, leur engagement et leur réponse ont permis de brosser un tableau plus clair des besoins actuels liés à la résilience, à l'inclusion et à la cohésion sociale. Les associations sportives ont également été identifiées comme d'autres acteurs privés assurant la formation en EVP. Néanmoins, les acteurs publics semblent avoir adopté une position plus active au cours de la dernière décennie, en organisant et en mettant en œuvre des activités de formation qui couvrent les objectifs susmentionnés. Le groupe a mentionné les entités publiques suivantes qui contribuent aux activités pertinentes : le Ministère de la culture et des sports, le Ministère de la justice, la Division de la cybercriminalité de la police grecque, les réseaux/centres de jeunes (organisations locales à contenu non politique) et les initiatives de l'administration centrale.

Les membres du groupe ont discuté du fait que les ONG et les organisations privées fournissent habituellement la majorité des cours disponibles. Ils ont conclu que les autorités publiques compétentes devraient adopter une position plus active et contribuer à l'organisation de nouvelles initiatives. P1 a souligné qu'il ne fallait pas négliger les capacités et l'expertise des pouvoirs publics, car, dans de nombreux cas, ils disposent des outils et des ressources pour renforcer les efforts actuels, tout en pouvant atteindre un public plus large.

Formation et outils éducatifs disponibles et d' autres outils nécessaires

La P1 a développé le manque d'outils pédagogiques disponibles - un phénomène observé dans les formations sur une variété de sujets -, ainsi que les pratiques et les ressources pertinentes. Ils ont

expliqué que les éducateurs ne sont pas bien soutenus par les autorités publiques compétentes, tandis que leur participation et leur contribution à la mise en œuvre des formations sont laissées à leur seule discrétion.

Le secteur public offre des conseils sur des aspects plus généraux concernant l'inclusion, la réduction de la pauvreté, la violence sexiste, etc. Thèmes étroitement associés mais non exclusivement liés à la PEV. P3 a mentionné qu'«Il est très difficile de travailler avec ce que nous avons actuellement en matière d'EVP, et cela est également très étroitement lié au fait que nous ne le reconnaissons pas comme tel».

P3 et P6 ajoutent que plusieurs formations sont disponibles, accompagnées d'outils respectifs, développés par des ONG et des institutions publiques, dans le cadre de projets financés par l'Europe. Ils ont mentionné le projet YCARE - Youth Counselling Against Radicalization (Conseil des jeunes contre la radicalisation), dans le cadre duquel une plateforme de boîte à outils en ligne a été créée, fonctionnant comme un référentiel d'activités, de bonnes pratiques et d'outils de sensibilisation. Le P8 a également mentionné le projet DARE - Dialogue sur la radicalisation et l'égalité, dans le cadre duquel une boîte à outils pour les éducateurs afin de mieux comprendre les questions en jeu, et une boîte à outils à utiliser avec les jeunes, pour soutenir le travail des professionnels de l'éducation travaillant avec les jeunes de 14 à 17 ans, ont été développés. La P1 fait référence à d'autres outils d'apprentissage basés sur les ONG, tels que la boîte à outils PRACTICE (Preventing Radicalization through Critical Thinking Competencies) dont ils étaient conscients mais qu'ils n'avaient pas eu l'occasion d'utiliser. De même, P3 et P6 ont fait référence au manuel du RSR sur les programmes de formation LEV et PEV, et plus particulièrement à leur recueil de bonnes pratiques et d'approches. Cependant, P3 a mentionné spécifiquement que cette collection de pratiques, même si elle est très riche et utile, ne couvre pas une partie spécifique de la réalité locale grecque ; celle du hooliganisme : «Nous avons besoin de davantage de matériaux qui sont fabriqués et testés au niveau de l'UE, puis incorporés ultérieurement aux besoins locaux. Par exemple, nous avons constaté que la radicalisation religieuse est très répandue dans le milieu de l'UE, mais cela ne s'applique pas du tout dans le contexte grec. En ce sens, une telle formation ne nous serait pas utile».

La P1 précise que les éducateurs et les formateurs ont besoin de plus d'outils pour mieux mettre en œuvre les formations et/ou activités éducatives pertinentes :

«Tous les efforts déployés reposent sur la discrétion personnelle des individus, ce qui est bien, d'une part... de voir que les gens veulent contribuer et essayer de travailler avec ce qu'ils ont de mieux. Toutefois, les autorités compétentes, telles que le ministère [de l'éducation] devraient les soutenir davantage, en leur fournissant des outils, des lignes directrices et des formations concrètes ».

Annexe II : Procès-verbal de la réunion - Italie

Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé

L'expert 1 a discuté de leur collaboration avec la prison du district, qui a abouti à la cartographie des lieux de culte pour prévenir et contrer la radicalisation. Des imams ont été insérés à l'intérieur de la prison pour fournir une assistance spirituelle, qui est fournie à la fois collectivement dans les prières du vendredi et sur un plan individuel. De plus, des hommes et des femmes bénévoles ont participé au dialogue avec les familles des détenus. L'expert a également mentionné d'autres expériences, telles que le projet Simurgh dans les prisons de Lombardie, le projet Dustur à Bologne et la garantie d'une assistance spirituelle à l'intérieur de la prison.

L'expert 2 a mentionné plusieurs initiatives visant à prévenir la radicalisation. Une table ronde a été lancée au niveau municipal en 2015, et un projet a été mis en œuvre dans les écoles secondaires en coopération avec le COREIS et le Centre provincial d'éducation. Ils ont également discuté du projet FAIR, qui a dû être interrompu en raison de la pandémie, et d'un projet qui a introduit des méthodologies de déradicalisation dans un cadre individuel, importé d'Allemagne et des pays nordiques. L'expert a encouragé la tenue de réunions de formation sur les questions de prévention dans les écoles lombardes, dénommées *Educazione alle Differenze per la Prevenzione degli Estremismi Violenti*, auxquelles ont participé presque toutes les écoles secondaires de Lombardie. Toutefois, l'expert s'est également dit préoccupé par la pratique consistant à assigner un rôle d'« antenne de sécurité » aux enseignants et à s'attendre à ce qu'ils reconnaissent les indicateurs classiques de radicalisation.

L'expert 3 a évoqué un mémorandum d'accord qui avait été signé précédemment pour faciliter et gérer le pluralisme religieux dans les lieux de privation de liberté à Turin. Le mémorandum a été signé par le Dr Minervini et le conseiller Giusta. Cependant, lorsque l'expert 3 a tenté d'étendre le mémorandum aux RDC (*Centro di Permanenza per i Rimpatri*), ils ont dû faire face à la résistance de la Préfecture. Malgré cela, l'expert a suggéré qu'il était important d'impliquer les RDC, car ce sont des endroits où transitent des personnes fortement liées à l'extrémisme et qui sont destinées au rapatriement.

Le modérateur a suggéré d'élargir l'objet de la réunion pour examiner différents types de projets mis en œuvre ailleurs. Ils ont également mentionné une école qui a mis en place de courts cours sur la gestion de l'information, visant à enseigner aux élèves comment sélectionner des sources et éviter les fausses nouvelles.

Dans ce contexte, **l'expert 2** a également mentionné un projet en cours de mise en place avec le Ministère de la justice pour s'assurer que les associations islamiques coopèrent pour prendre en charge les mineurs non accompagnés sortant de prison. L'association Fanon de Turin sera en charge

du projet, dédié à l'ethno-psychiatrie. L'idée de la table était d'impliquer toutes les articulations de la ville de Turin, y compris le monde de la justice pour les adultes et les mineurs, les forces de police et les associations de la ville. La table a été mise en place il y a deux concillorats, et en 2015, les acteurs impliqués dans différentes capacités ont commencé à se réunir, bien qu'informellement. Le changement d'administration était problématique pour le projet, et ils ont dû recommencer à zéro en expliquant quelle était l'hypothèse de travail. Il en est résulté des lignes directrices approuvées à l'unanimité par le conseil municipal de Turin et, par la suite, une résolution du conseil établissant la table.

L'expert 5 a mentionné le Centro Interculturale et la Cooperazione Internazionale e Pace, qui réalisent des projets dans les pays d'origine de nombreux immigrants. Ils ont également mentionné le Comitato Interfedi, qui pourrait être une ressource. Ils avaient un projet de construction de la « maison des religions » avec Comitato Interfedi, mais il y avait un manque de ressources et de coordination de la part de l'administration municipale.

Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé

L'expert 1 a indiqué qu'il coordonnait un forum intitulé Politiche di Integrazione Nuovi Cittadini dans le district 7, qui impliquait la participation des citoyens. Le forum a été présenté sur le site web européen de l'immigration comme une pratique exemplaire, et environ 150 personnes y ont participé, dont des citoyens, des associations et des institutions travaillant dans la région. Plusieurs projets ont été réalisés, et des réunions ont eu lieu environ chaque mois, auxquelles ont participé environ 40 à 50 personnes à chaque fois. Le projet n'avait pas de portefeuille, l'intérêt suscité était donc purement lié au réseau qui a créé : après la réunion, les gens et les différentes associations restaient et discutaient. Depuis cette expérience, ils ont promu diverses initiatives et organismes participatifs qui créent une citoyenneté commune. Cette bonne pratique à Turin a été maintenue et intégrée dans le cadre institutionnel, mais elle a pris fin, car elle nécessiterait la formation de quelqu'un qui peut faciliter ces groupes de participation.

L'expert 1 a également fourni une série d'informations concernant les initiatives prises à Turin pour promouvoir le dialogue et prévenir la radicalisation. L'un des principaux efforts a été la mise en place d'un conseil qui a favorisé le dialogue entre les différentes couches de la population. L'organisme participatif, composé principalement d'associations d'origine étrangère, a travaillé sur divers projets tels que le sport, le dialogue interreligieux et la budgétisation participative. Une journée portes ouvertes était prévue pour étudier le phénomène migratoire au sein de la circonscription et créer une unité et une citoyenneté active contre la radicalisation. L'organe participatif se réunissait une fois par mois, l'ordre du jour étant arrêté par les associations elles-mêmes et un bulletin d'information étant créé. En outre, les bonnes pratiques mises en œuvre dans le système carcéral, qui ont impliqué le forum et l'ouverture du directeur Minervini, ont été citées. Ces pratiques ont abouti à deux associations islamiques qui étaient autrefois en conflit, travaillant ensemble, créant un lien en vue d'une compréhension future. Il a également été proposé de créer

une fédération d'associations islamiques qui deviendrait un interlocuteur unique au niveau de l'État pour éviter le dépôt de trois accords religieux différents avec le gouvernement. Plusieurs autres expériences positives ont également été mises en lumière à Turin, comme l'accord signé par l'association A.M.E.C.E. (Association Maison d'Enfant pour la Culture et l'Education) avec la police municipale visant à aider la communauté d'origine marocaine en facilitant les réunions sur les questions de déviance.

L'expert 1 a suggéré la création d'un corps qui se réunit à une fréquence déterminée et qui fonctionne en rassemblant toutes les âmes différentes, en évitant de le définir comme un corps pour contrer la radicalisation. Le nom proposé pour l'organisme est le « forum de la citoyenneté », et il promouvrait divers projets en son sein, liés aux écoles ou à la question de l'islamophobie. Ils ont également mentionné le projet impliquant CeSI, appelé TRUST, qui concerne l'islamophobie sur les femmes et révèle un phénomène inquiétant. Dans l'ensemble, les initiatives prises à Turin visaient à promouvoir le dialogue, l'unité et la citoyenneté active contre la radicalisation.

L'expert 5 a indiqué que la municipalité travaille à la régénération urbaine à partir de l'aspect immatériel, qui est inhérent aux personnes, en particulier dans des contextes multiculturels. Bien que la municipalité ne s'occupe pas de la prévention du radicalisme et de l'extrémisme, ils entrent en contact avec elle par l'intermédiaire des centres islamiques et des mosquées avec lesquels ils collaborent. Les bénévoles de ces centres font la promotion de la prière collective ou écoutent les difficultés des personnes qui se sont éloignées de la pratique de la religion. Les travaux de la municipalité portent plus spécifiquement sur l'animation communautaire et l'associationnisme ethnique. La ville a promu un pacte de partage avec les centres islamiques en 2016, approuvé par le conseiller Curti. Ces pactes ont inclus la communauté chinoise, les Latino-Américains, et ils préparent maintenant des pactes de partage avec la communauté roumaine. La ville s'efforce de créer une relation continue, stable et structurelle avec les principales associations, parmi lesquelles les plus présentes sont les associations islamiques. La table de coordination et le pacte de partage sont une reconnaissance mutuelle institutionnalisée, l'occasion d'avoir accès à un lieu institutionnel et de se rencontrer sur une base régulière et d'imaginer une planification commune. La municipalité a de la difficulté à aborder des questions comme l'interculturalisme ou l'intégration, qui sont des thèmes transversaux, parce que l'administration est comme une société de portefeuille où souvent une partie ne sait pas ce que l'autre fait. De leur point de vue, il conviendrait de promouvoir un travail de coordination de tous les services liés à cette question.

L'expert 2 a expliqué que la police municipale était associée aux projets européens visant à prévenir l'extrémisme violent à Turin. L'expérience de la table ronde de 2016 visait à coordonner et à créer un langage commun entre les différents acteurs et projets actifs dans la région, dans le but de réunir la sphère de sécurité des forces de l'ordre et la sphère sociale et éducative relative à la partie institutionnelle de la société civile. Le désir était de se concentrer non seulement sur la radicalisation islamique, mais sur toutes les formes d'extrémisme. Ils ont également discuté de la question du langage et de la perception en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent. L'expert estime que parler de radicalisation plutôt que d'extrémisme violent peut être perçu comme une activité de prévention du crime ou de réhabilitation, mais qu'il doit être considéré comme une activité visant à

la cohésion sociale, à l'intégration culturelle et religieuse et à l'autonomisation des communautés. L'expert a également souligné la nécessité de tenir compte non seulement de l'immigration des groupes ethniques, mais aussi de la réaction des citoyens autochtones à l'immigration, ce qui pourrait entraîner une radicalisation sociopolitique et un sentiment antiislamique ou un suprémacisme blanc.

L'expert 4 a souligné la réticence des associations ethniques et religieuses à intervenir dans des situations susceptibles de saper leur crédibilité. Ces associations excluent souvent les mineurs non accompagnés de la participation à leurs activités, les considérant comme des « déviants ». L'expert estime que les associations ethniques doivent réfléchir à leur position face à ces problèmes et identifier les domaines et les problèmes dans lesquels elles peuvent s'engager et se montrer solidaires. De plus, il faut davantage d'échange d'information et de coordination entre les ministères et les directions, surtout dans un contexte de collaboration interinstitutionnelle solide comme celui de Turin.

L'expert 5 a suggéré d'explorer les pratiques éducatives en dehors des écoles pour répondre aux besoins des jeunes de divers horizons. L'expert a souligné la nécessité d'une meilleure coordination entre les domaines et les activités et des personnalités extérieures capables de réunir les différents domaines.

L'expert 1 a proposé de réviser les lignes directrices rédigées par l'expert 2 afin d'élargir la logique sémantique de la radicalisation qui peut être transcendée et d'apporter une synergie des services des ministères. L'expert estime que les travaux ont déjà commencé et peuvent être poursuivis.

Le modérateur a convenu de la nécessité de surmonter certains paradigmes créés au cours des vingt dernières années, tels que la radicalisation et l'extrémisme, et de se concentrer sur une polarisation sociale saine qui aide au changement, à l'intégration sociale et à l'intégration culturelle et religieuse.

Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes cibles potentiels

Les experts ont discuté de diverses questions liées aux jeunes détenus dans les prisons pour adultes, aux migrations et aux projets éducatifs. **L'expert 3** a parlé des recherches qu'il a menées à Turin avec le plus fort pourcentage de jeunes détenus dans les prisons pour adultes du pays. **L'expert 4** a discuté de leur spécialisation axée sur l'identité des jeunes appartenant à la deuxième génération et a également mentionné deux projets éducatifs qu'ils coordonnent, l'un visant à lutter contre les stéréotypes et la discrimination, et l'autre axé sur la citoyenneté inclusive. **L'expert 1** a partagé son expérience en tant qu'éducateur pédagogique en prison. **L'expert 2** a examiné le système de justice pour mineurs et les difficultés rencontrées dans l'exécution des activités de

traitement Enfin, l'**expert 6** a évoqué les difficultés rencontrées lorsqu'on travaille dans un contexte à forte composante idéologique, notamment la haine de l'extrême droite et anti-islam.

Plus de détails :

L'expert 3 qui a mené des recherches sur les jeunes détenus dans les prisons pour adultes de Turin, où le pourcentage est le plus élevé du pays, a déclaré que l'organisme garant avait du mal à analyser si la population juvénile dans les prisons pour adultes souffrait d'isolement. Un pourcentage élevé d'étrangers et l'absence d'activités de traitement pour eux sont également des questions qui méritent réflexion. Ils ont suggéré que la police municipale de Turin, qui est en train de conclure un projet européen appelé Icare, pourrait être un interlocuteur intéressant. Le projet vise à cartographier toutes les réalités associatives du territoire, en mettant l'accent sur les jeunes. Il a été suggéré qu'un groupe de travail local soit à nouveau mis en place pour ramener ces questions au centre du débat, et le conseil de Pentenero a montré sa disponibilité à cet égard. La délégation du Conseil est composée du système carcéral, ce qui intéresse l'Expert 3. L'expert a également exprimé son intérêt pour les initiatives prises dans les lieux de privation de liberté, qui ont connu une fermeture totale depuis la pandémie. Il a été suggéré que les activités de formation destinées aux enseignants, mentionnées plus haut, soient étendues à l'administration pénitentiaire. Cela profiterait non seulement aux agents de police des prisons, mais aussi aux éducateurs, aux psychologues, aux psychiatres et à tous ceux qui ont affaire à la population détenue et emprisonnée.

Expert 4 en tant que conférencier universitaire spécialisé en sociologie de la migration et sociologie de l'Islam, se concentre sur le rôle des diasporas dans la gestion de l'identité religieuse. L'expert s'est intéressé aux problèmes d'identité des jeunes, en particulier ceux de la deuxième génération et demie ou les enfants de couples de migrants. Ils affirment que ces jeunes sont souvent confrontés à des difficultés dans les relations identitaires et la dynamique d'inclusion. Ils ont coordonné un projet de formation appelé PriMED (Prevenzione e Interazione nello Spazio Transmediterraneo) impliquant 12 villes italiennes et 10 villes méditerranéennes. Formation à plusieurs niveaux axée sur les protagonistes directs (personnes privées de liberté ou sous observation) et les citoyens, dont les actions interagissent avec les projets de réhabilitation et de rééducation. La formation ciblait les hôpitaux, les opérateurs économiques, les travailleurs de la santé, le personnel religieux et le personnel des associations ethniques pour rapporter ce qui se passe dans la région et diffuser les connaissances. Ils coordonnent également deux autres projets éducatifs : le projet IDEAS, qui vise à éduquer la citoyenneté en sensibilisant à la lutte contre les stéréotypes et la discrimination, et Kids for All, qui se concentre sur les huit compétences de l'apprentissage tout au long de la vie en Europe, y compris la citoyenneté inclusive. Des lycéens ont produit du contenu qui a ensuite été enseigné aux plus jeunes enfants. Ces projets impliquent des écoles et des cercles associatifs pour cibler des citoyens entiers, et des matériels sont développés à travers des outils spéciaux qui seront introduits dans les écoles. L'accent est mis sur la synergie entre différents acteurs actifs dans le même domaine.

L'expert 1 qui est éducateur pédagogique en prison, a observé une forte présence de détenus d'origine maghrébine et le phénomène des « baby gangs » ou de la haine de la société d'accueil. Le soutien à l'éducation des jeunes de la communauté en probation s'est également révélé être un problème émergent de haine au-delà de la radicalisation.

L'expert 2 qui a travaillé avec le système de justice pour mineurs au cours des quatre dernières années a déclaré qu'en Italie, il n'est possible de mener des activités de traitement que pour la prévention, la déradicalisation ou la sortie dans le domaine de la jeunesse. L'article 41 bis du Code de procédure pénale place souvent les personnes accusées de terrorisme dans un régime de haute sécurité sans activités de traitement. De graves problèmes de violations des droits dans ces régimes, comme l'a signalé le garant national après des visites à Rossano Calabro et en Sardaigne. Une réunion récente avec la direction des prisons a montré une aggravation de la situation, avec une augmentation significative du nombre de mineurs non accompagnés dans les prisons pour mineurs dans le nord et le nord-ouest de l'Italie.

L'expert 6 a indiqué que travailler avec des éléments idéologiques forts, tels que l'extrême droite et la haine anti-islam, posait des difficultés. Certains jeunes qui prétendent être musulmans voient la communauté islamique locale comme un ennemi à combattre à cause d'un endoctrinement idéologique avec des notions dérivées d'organisations terroristes comme Al-Qaïda et l'État islamique. Les communautés islamiques perçoivent les imams non comme des figures de référence, mais comme des ennemis.

L'expertise existante et ce qu'il faut d'autre

L'expert 3 a déclaré que les garants ont un rôle préventif et proactif dans l'observation de l'avancement des projets avec l'œil d'un observateur extérieur. Ils mentionnent leur expérience de collaboration avec deux experts dans le passé et la façon dont les garants étaient plus actifs à l'époque, participant à des espaces de dialogue et d'intervention, y compris des institutions pénales, pour protéger les droits fondamentaux et veiller à ce que les questions soient traitées de manière appropriée.

L'expert 4 a expliqué son rôle d'observateur, d'analyste et de traducteur opérationnel dans le traitement des questions de radicalisation et du risque de marginalisation des mineurs et des adolescents entrant dans l'âge adulte. Ils se sont concentrés sur le contexte turinois et italien, avec un regard comparatif sur divers contextes internationaux.

L'expert 2 a discuté de son expérience de travail sur le terrain depuis le début des années 2000, notamment de sa participation à des projets de la direction de l'UE après les attentats de Madrid et de Londres et de son travail sur le rôle des victimes du terrorisme dans la prévention et la lutte contre la radicalisation. Ils ont mentionné que le premier projet italien sur ces questions s'est tenu à Turin, qui a utilisé les témoignages de victimes du terrorisme dans les écoles, et ils ont été impliqués dans divers projets axés sur les récits des victimes.

L'expert 6 a décrit ses recherches dans l'histoire, en se concentrant sur le terrorisme et la désinformation. Ils ont exploré les principaux défis auxquels sont confrontés les enseignants face aux sujets controversés, aux discussions et aux conflits dans la vie scolaire en France, en Belgique et en Italie, en produisant des guides utiles pour gérer ces situations. Ils ont également fourni aux décideurs des études et des recherches fondées sur des données probantes fiables pour faciliter l'adoption de politiques et de mesures efficaces de prévention de la violence et de la radicalisation. Leur travail est axé sur les études, la recherche et l'analyse universitaires, avec une connaissance limitée des questions carcérales.

L'expert 7 a discuté de ses travaux de recherche et d'analyse sur le djihadisme, l'extrême droite, la radicalisation de l'extrême gauche et l'anarchisme violent. Ils travaillent entre universités et groupes de réflexion, en se concentrant principalement sur la recherche sur la radicalisation avec un intérêt particulier pour l'Europe et le cas italien, ainsi que sur les réponses à la radicalisation dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Ils ont collaboré avec des institutions nationales et internationales, dont le ministère de la Justice, et se sont récemment occupés de l'extrémisme de gauche violent et de l'antisémitisme. Ils travailleront cette année à la réhabilitation des prisons avec le consortium RAN.

Formation et outils éducatifs disponibles et d' autres outils nécessaires

Expert 6 a partagé des données issues de l'expérience de recherche menée dans le cadre du projet Participation, qui consistait à mener une enquête auprès de 200 enseignants du secondaire situés dans six pays de l'UE. L'analyse visait à étudier les principaux défis et besoins des enseignants face aux sujets controversés et aux situations de division, et aux problèmes de polarisation sociale qui entrent dans le contexte scolaire avec les élèves. Ils ont constaté qu'une formation appropriée et efficace est nécessaire pour gérer les situations critiques, mais de nombreux enseignants craignent de mal agir ou de contrevenir à des règles peu claires. Selon l'enquête, les cours de formation ponctuels sans cadre systémique prévoyant une progression progressive de la formation ne sont pas efficaces. Le manque d'éléments et d'exemples concrets dans ces cours de formation est également un défi, et il est nécessaire de disposer d'exemples et de pratiques concrets pouvant être essayés en classe.

Le modérateur a souligné l'importance de signaler l'échec de l'approche anglaise dans les écoles, en raison du nombre élevé d'enfants signalés pour des raisons aléatoires ou insuffisantes. Ils suggèrent le projet « Be Internet Citizen », qui a été mis en œuvre avec succès dans plusieurs écoles en Angleterre et a produit une boîte à outils communautaire accessible sur un site. Ce projet sensibilise aux questions transversales, telles que les discours haineux et les bulles de filtres, et peut prévenir les dissensions entre les élèves et les enseignants qui ont été mises en évidence par la recherche effectuée pour Participation.

L'expert 2 a suggéré que la collection du RSR soit un répertoire de pratiques, en mentionnant spécifiquement le secteur de l'éducation. Le cas d'un jeune étudiant traduisant un texte de l'État islamique en italien, est mentionné, qui a été contacté par un théologien actif dans les associations islamiques italiennes qui continue à essayer de soutenir la déradicalisation de l'étudiant. L'expert 2 a reconnu l'importance de la formation des enseignants pour traiter les sujets polarisants, mais estime que les organisations de la société civile devraient superviser ces activités, plutôt que les enseignants, en raison de leur manque de formation et de connaissance des méthodologies. **L'expert 2** a également mentionné la nécessité de créer un troisième acteur pour créer une relation de confiance entre l'acteur et le groupe cible, que les organisations de la société civile peuvent rapidement construire grâce à leurs outils d'éducation informelle. Ils discutent de la dichotomie concernant la polarisation et la façon dont les organisations de la société civile peuvent se protéger des critiques au sein de l'école ou de quiconque conteste leur travail.

Recommandations pour le programme de formation des formateurs (ToT)

Recommandations pour le programme ToT dans les prisons :

- ❖ Créer des projets ad hoc impliquant des experts constitutionnels et, si nécessaire, des conseils spirituels pour soutenir le désengagement, la resocialisation et la réintégration dans la société des détenus extrémistes ;
- ❖ Garantir le respect des droits humains des détenus extrémistes en renforçant le travail de la Garantie nationale pour les détenus ;
- ❖ Création d'ateliers sur le dialogue interreligieux dans les prisons.

Recommandations pour le programme ToT dans les communautés locales :

- ❖ Soutenir la création de programmes éducatifs pour les jeunes axés sur la lutte contre les discours de haine à l'encontre des minorités dans les écoles ou les environnements éducatifs ;
- ❖ Soutenir la création de cours spécifiques sur l'islam et les principes islamiques dans les écoles ;
- ❖ Soutenir la création de groupes de travail sur le dialogue interreligieux au niveau communautaire ;
- ❖ veiller à la création d'accords durables et à long terme entre les municipalités et les communautés étrangères au niveau local afin de favoriser des événements culturels et sociaux de compréhension mutuelle (par exemple, journée portes ouvertes de la mosquée);
- ❖ Soutenir la création de programmes éducatifs sur la citoyenneté ou de forums sur la citoyenneté qui s'adressent en premier lieu aux jeunes ;
- ❖ soutenir la création de projets universitaires impliquant des universités européennes et méditerranéennes/subsahariennes ;

- ❖ Créer des formations à plusieurs niveaux pour différents groupes cibles - travailleurs sociaux, médecins, services sociaux, fonctionnaires, etc. - afin de surmonter les stéréotypes et les préjugés sur le lieu de travail ;
- ❖ Soutenir la création de formations et de programmes éducatifs pour que les enseignants comprennent mieux la polarisation, l'extrémisme violent et la radicalisation ;
- ❖ Créer des ateliers éducatifs sur ces sujets dans les écoles qui pourraient être menés par des organisations de la société civile, des associations, etc. plutôt que par les enseignants eux-mêmes pour éviter les fractures internes.

Annexe III : Procès-verbal de la réunion - Roumanie

Approches utilisées et ce qui pourrait être utilisé

Approches utilisées

Un large éventail d'approches éducatives et de formation (formelles et non formelles) sont mises en œuvre dans un large éventail d'acteurs de l'éducation et de la formation en Roumanie. Cependant, en ce qui concerne l'éducation P/LEV :

- P/LEV L'éducation n'est pas considérée comme un objectif spécifique en Roumanie
- Il n'y a pas de taxinomie claire dans les PEV en ce qui concerne les programmes éducatifs
- L'intégration de l'éducation liée aux P/LEV dans l'enseignement formel est limitée en Roumanie
- Les enseignants ne sont pas explicitement formés sur la façon d'aborder les sujets liés à l'éducation P/LEV

Lorsque des programmes existent dans les écoles, ils sont principalement mis en œuvre par des ONG qui ont reçu des fonds pour organiser des formations ou des sessions avec les jeunes en rapport avec les programmes P/LEV ou P/LEV (antihaine, antipolarisation, antidiscrimination). Il s'agit souvent d'interventions ponctuelles à court terme qui ne sont pas mises en œuvre de manière durable. La majorité des programmes des ONG de ce type sont orientés vers les jeunes. Il y a moins de programmes axés sur la formation/le soutien des enseignants ou l'élaboration de matériel pédagogique et de programmes d'études. Les programmes de formation des enseignants qui s'attaquent aux préjugés, à la discrimination institutionnelle et aux préjugés ne sont généralement pas disponibles. En général, les programmes de formation des enseignants ne sont pas à jour en ce

qui concerne les nouvelles méthodes d'enseignement (par exemple, l'enseignement en ligne), les approches participatives et les approches axées sur la responsabilité sociale (par exemple, l'enseignement mondial) qui pourraient constituer des plates-formes précieuses pour les formations P/LEV.

Bien qu'il existe de nombreuses innovations et pratiques divergentes, les processus d'enseignement conventionnels « classiques » en Roumanie continuent aujourd'hui d'être principalement « descendants », « basés sur des cours magistraux », avec un accent élevé sur l'apprentissage et la mémorisation « basés sur la cognition ». Il existe souvent de fortes dimensions de hiérarchie entre les enseignants et les élèves. Les programmes scolaires sont également en grande partie monoperspectifs et ethno-nationalistes/exclusivistes, ce qui est une situation souvent signalée par les étudiants, contribuant à la méfiance des étudiants à l'égard de l'environnement éducatif formel. Toutefois, les écoles sont souvent ouvertes à la collaboration avec les organisations civiques afin d'offrir aux élèves des possibilités d'apprentissage et d'expérience supplémentaires : il y a une forte divergence d'opportunités et de disponibilité de ces programmes, les écoles plus grandes et plus riches dans les grandes villes bénéficiant souvent d'un plus grand nombre de possibilités, tandis que les élèves des écoles des zones rurales et urbaines en ont moins. Les approches globales de l'école ne sont pas encore mises en œuvre en Roumanie, et il manque également des approches qui encouragent les perspectives de l'école en tant qu'écosystème, intégré et toujours affecté par les questions sociétales au sens large.

Les approches des ONG comprennent des programmes de formation, des ateliers, un large éventail d'apprentissage non formel, une formation basée sur l'expérience et des campagnes menées par des étudiants et des jeunes, dans le cadre desquelles les jeunes développent des campagnes soit pour lutter contre les « extrémismes », la polarisation et la haine, soit pour promouvoir l'inclusion et lutter contre les fausses nouvelles et les messages de haine.

De plus en plus : les écoles et les ONG mettent l'accent sur le bien-être comme élément essentiel pour renforcer la résilience des jeunes face à la radicalisation, à l'extrémisme et à la haine, tandis que certaines écoles ont également commencé à inclure des programmes de sécurité sur Internet et d'alphabétisation. Ces programmes mettent particulièrement l'accent sur la prévention de la consommation de drogues, mais ils s'attaquent rarement aux causes systémiques de la toxicomanie et de l'abus. Les programmes d'éducation sexuelle qui peuvent atténuer les problèmes de misogynie, de radicalisation fondée sur le sexe et de comportement extrémiste demeurent limités et controversés.

Approches qui pourraient être utilisées

Les participants ont identifié un large éventail d'approches qui pourraient être utilisées. Il est important de noter qu'il existe des exemples de presque toutes ces approches utilisées dans des cas limités/spécifiques, bien qu'elles ne soient pas encore « intégrées » ou intégrées systématiquement. Les « approches qui pourraient être utilisées » recommandées par les membres du groupe de travail comprennent :

<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Apprentissage Centré Sur L'Apprenant <input type="checkbox"/> Apprentissage par projet <input type="checkbox"/> Pensée critique et pensée constructive Compétences, méthodes et approches <input type="checkbox"/> Apprentissage expérientiel / apprentissage par la pratique <input type="checkbox"/> Approches pratiques et résolution de problèmes <input type="checkbox"/> Apprentissage mené par les étudiants <input type="checkbox"/> Se concentrer sur l'apprentissage socio-émotionnel, l'intelligence émotionnelle et la conscience émotionnelle <input type="checkbox"/> Exercices d'apprentissage en groupe <input type="checkbox"/> Approches culturellement inclusives et apprentissage des compétences interculturelles 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Co-conception de contextes éducatifs <input type="checkbox"/> Narration <input type="checkbox"/> Éducation à la paix, éducation à la démocratie, éducation inclusive <input type="checkbox"/> Apprentissage basé sur le bien-être et la résilience <input type="checkbox"/> Expériences immersives <input type="checkbox"/> Apprentissage réfléchi et éducation <input type="checkbox"/> Apprentissage numérique, sécurité et alphabétisation <input type="checkbox"/> Éducation en agence reconnaissant la capacité d'agence des jeunes <input type="checkbox"/> Entraînement à l'auto-discrimination
---	---

Fait important : les participants ont reconnu que les approches mixtes sont des modèles « universels » nécessaires qui ne fonctionnent pas et qu'une combinaison d'approches peut améliorer l'apprentissage et le développement des compétences.

L'évaluation fondamentale était la nécessité de passer d'approches hiérarchiques, hiérarchisées et obsolètes à l'éducation/l'apprentissage à des approches centrées sur l'apprenant, fondées sur le respect des enfants, des jeunes, des étudiants, la compréhension du développement et de la psychologie des enfants et des jeunes, et enracinées dans des modèles d'«écoles de paix, d'écoles démocratiques, d'écoles sûres, d'écoles inclusives».

L'éducation P/LEV devrait être intégrée dans l'ensemble de l'enseignement, mais pas nécessairement en tant qu'éducation P/LEV, mais plutôt axée sur l'amélioration des capacités de tous les élèves/jeunes à résoudre des problèmes, à se sentir mieux, à être résilients, à maîtriser leurs émotions et leur intelligence et à surmonter la discrimination, la polarisation et la haine.

Groupes cibles pertinents existants et d'autres groupes cibles potentiels

Groupes cibles existants

Actuellement, l'éducation P/LEV est principalement dispensée aux jeunes, la majorité d'entre eux étant orientés vers les jeunes en âge de fréquenter l'école secondaire. Il existe très peu de programmes ciblant les jeunes et les enfants et l'éducation de la petite enfance, et très peu s'adressant spécifiquement aux jeunes d'âge universitaire. La majorité des jeunes touchés sont

également ceux des grandes villes et des centres urbains plus riches. Il existe quelques programmes limités qui offrent aux enseignants une formation sur les P/LEV et les P/LEV. Les adultes et les approches d'apprentissage continu en matière de PEV (par exemple, les programmes intergénérationnels) représentent des lacunes importantes. Certaines ONG travaillant avec les jeunes bénéficient de possibilités de formation européennes pour être exposées à des sujets liés à l'éducation/la formation P/LEV, mais pas de manière continue ou systématique. Il y a peu ou pas de programmes pour les parents dans la plupart des régions. Les institutions d'État et les services répressifs ne reçoivent pas de formation sur l'éducation et la formation P/LEV en rapport avec la jeunesse, à moins qu'ils ne bénéficient d'une formation dispensée en tant que participants à des projets européens ou par des ONG - mais encore une fois, cela n'est pas fait de manière cohérente, systématique ou intégré dans leurs possibilités de formation de base et de perfectionnement professionnel.

Groupes qui pourraient être ciblés

- ❑ **Étudiants** : Atteindre systématiquement plus de jeunes au-delà des clivages économiques, géographiques et sociaux en s'intégrant dans le système scolaire formel
- ❑ **Petite enfance** : accroître les programmes axés sur l'éducation de la petite enfance - en particulier sur la culture émotionnelle, la résolution de problèmes, les compétences en communication et l'éducation à la diversité / surmonter la discrimination
- ❑ **Étudiants universitaires** : Accroître les possibilités de formation et d'éducation pour les étudiants d'âge universitaire - en particulier les hommes d'âge universitaire - qui constituent un groupe cible primaire et sont vulnérables au ciblage/recrutement par des groupes radicaux/extrémistes
- ❑ **Enseignants** : Assurer un soutien adéquat aux enseignants, y compris la formation des enseignants dans l'enseignement P/LEV
- ❑ **Parents/Familles** : Les parents devraient également être ciblés par l'éducation P/LEV, car ils sont souvent peu exposés, sensibilisés et compréhensifs, et les parents/familles ont un rôle crucial à jouer en ce qui concerne les enfants/jeunes
- ❑ **Services répressifs, travailleurs sociaux, autorités locales** : les LEA, travailleurs sociaux et autorités locales en Roumanie n'ont reçu que très peu de formation ou n'ont pas été exposés aux P/LEV. Il en résulte un manque d'intégration et de sensibilisation aux questions relatives à la jeunesse et à l'éducation. Les programmes de formation et d'éducation destinés à ces acteurs peuvent contribuer à améliorer la résilience et le soutien aux jeunes.

Méthodologies utilisées et ce qui pourrait être utilisé

Méthodologies utilisées

Écoles : comme pour les «approches», il existe un très large éventail de méthodologies utilisées en Roumanie dans l'enseignement et la formation formels et non formels. Toutefois : la grande et

écrasante «majorité» de l'enseignement général dans les écoles publiques et les universités repose sur un apprentissage vertical, cognitif et basé sur la prestation, tel que les «conférences» et les «présentations». Toutefois, les écoles utilisent de plus en plus des méthodes basées sur des projets, le travail en groupe, l'apprentissage «basé sur l'exercice», où les élèves se voient confier un «exercice» ou une «tâche» à accomplir. À différents stades de leur éducation, y compris dans certaines facultés universitaires, les étudiants bénéficieront également souvent de «stages» ou d'«apprentissage pratique». Les débats, la rédaction de rapports, les présentations sont des méthodes fréquemment utilisées. Les écoles primaires et secondaires font également participer de plus en plus les enfants/jeunes à la discussion et même parfois à l'organisation de «campagnes» sur des questions locales, nationales et mondiales, mais cela dépend souvent de l'initiative de l'enseignant individuel et n'est pas nécessairement rationalisé.

ONG : Les ONG ont utilisé un large éventail de méthodes participatives non formelles, y compris (mais sans s'y limiter) : jeux de rôles, simulations, campagnes (en ligne et hors ligne), cercles de discussion, coaching, apprentissage par projet, mini-conférences et présentations, exercices de groupe, théâtre de forum, réalisation de vidéos / films, exercices de prise de parole en public, méthodologies basées sur l'empathie pour comprendre la perspective des autres, exercices de dialogue, et plus encore.

Méthodologies pouvant être utilisées

L'une des recommandations les plus fortes est d'intégrer davantage de techniques et de méthodes d'apprentissage non formelles ou « efficaces » / centrées sur les élèves et les jeunes dans les programmes d'apprentissage en milieu scolaire et d'éducation permanente et continue. Les méthodologies suivantes pourraient être utilisées :

<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Jeu de rôle <input type="checkbox"/> Simulations <input type="checkbox"/> Visites d'étude et échanges <input type="checkbox"/> Service Communautaire <input type="checkbox"/> Théâtre Forum <input type="checkbox"/> Dialogue 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Projets (méthodes basées sur des projets) <input type="checkbox"/> Méditation, Plein Conscience <input type="checkbox"/> Exercices de respiration <input type="checkbox"/> Dirigé par des étudiants, dirigé par des étudiants <input type="checkbox"/> Suivi de projet/d'organisation
---	--

Formats utilisés et éléments pouvant être utilisés

Les formats actuellement utilisés dans les écoles sont principalement « basés sur la classe ». Les ONG utilisent les formats suivants : ateliers, formations, visites d'étude et échanges, apprentissage par campagne et par projet. Depuis la pandémie de COVID-19, le nombre de « formats en ligne », y compris les webinaires, a également augmenté.

Expertise existante et d'autres compétences nécessaires

Expertise existante

Il existe en Roumanie un large éventail d'expertise et de nombreuses personnes et organisations exceptionnellement expérimentées - mais l'expertise n'a pas atteint «largement». Il y a une expertise dans :

<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Contre-Récits / Autres Récits<input type="checkbox"/> Pensée Critique<input type="checkbox"/> Mindfulness<input type="checkbox"/> Bien-être et résilience<input type="checkbox"/> Lutter contre les fausses nouvelles<input type="checkbox"/> Vaincre la haine et la discrimination	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Protection<input type="checkbox"/> Prévenir et contrer l'extrémisme violent et la radicalisation<input type="checkbox"/> Éducation pour la paix<input type="checkbox"/> Communication Non-Violente<input type="checkbox"/> « Écoles saines »
---	---

Quelle expertise est nécessaire

Le principal besoin est d'«élargir» les «poches» d'expertise afin de les rendre plus largement disponibles. Plus généralement, les enseignants/écoles ont besoin d'expertise dans :

- P/LEV Education (concepts de base, méthodes, comment le faire)
- Éducation fondée sur le bien-être et la résilience
- Préjugés personnels, antiracisme, approches anti-stéréotypes
- Éducation inclusive
- Éducation pour la paix
- Les méthodes d'éducation non formelle, l'apprentissage participatif, dirigé par les étudiants et les approches «centrées sur l'apprentissage»
- Éducation en ligne et numérique, y compris la protection numérique et la lutte contre le harcèlement en ligne

Outre l'« expertise », il a été dit que toute la « culture » et l'approche de l'éducation doivent être repensées pour aider à lutter contre la radicalisation et à adapter l'éducation au XXIe siècle et aux besoins actuels des élèves. Les enseignants devraient également savoir qu'ils sont (et seront) soutenus : par les éducateurs, le ministère de l'éducation et l'inspection des écoles, et les parents. (Les enseignants ont évoqué les difficultés qu'il y a à aborder des « sujets difficiles » dans les écoles et la façon dont ils peuvent être attaqués par les parents, les médias et les politiciens pour cette raison).

Formation et outils éducatifs disponibles et d'autres outils nécessaires

Outils pédagogiques et de formation disponibles

Il existe des formations disponibles sur la haine et la discrimination contestataires (fondées sur l'ethnicité ou l'identité). ACTEDO, une organisation de défense des droits humains, a mis au point une nouvelle boîte à outils pratique pour les enseignants afin de lutter contre la discrimination. Toutefois, les outils, manuels et matériels pédagogiques disponibles pour les enseignants en général sur l'éducation P/LEV sont limités (les enseignants n'étaient pas au courant de ce qu'il pouvait y avoir dans ce domaine).

Formation et outils pédagogiques nécessaires

Une formation est nécessaire sur l'éducation P/LEV, y compris les concepts, méthodes et approches de base. Fait important : la formation devrait être contextualisée pour le contexte local - en abordant les questions et les besoins pertinents en Roumanie. Les outils et le matériel pédagogique doivent également « s'adapter » à ce qui peut être fait en classe et dans le système éducatif.

Quelles formations sont nécessaires en Roumanie pour améliorer l'éducation P/LEV : réponses aux exercices

- Pensée critique et pensée constructive / Pensée de solutions
- Citoyenneté active
- Empathie
- Formation à l'éducation pour la paix
- Communication Non-Violente
- Éducation Au Genre
- Programme du Cercle de sécurité*
- Formation « Écosystèmes »
- ANPCDEFP Ateliers, événements Connecteur DigitIN*
- Programmes de formation liés aux indicateurs de performance (pour améliorer / tester le rendement des enseignants)
- Formations aux méthodologies mixtes et aux approches intégrées : comment «éduquer» plus que les approches «cognitives»

*Les participants aux formations existantes connaissaient déjà

Un « outil pédagogique » qui mettrait à disposition et regrouperait tous les matériels, manuels, guides sur le terrain en un seul endroit et avec des tutoriels et des vidéo-guides sur la façon de les fournir serait utile aux enseignants de tout le pays. Une telle plate-forme a été créée sous un gouvernement précédent en Roumanie, mais il n'était pas clair si elle était toujours maintenue.

Les enseignants ont également évoqué la nécessité de créer des «groupes de soutien» pour les enseignants (comme c'est le cas en Finlande). Ils peuvent également être internationaux (en ligne).

Recommandations pour le programme de formation des formateurs (ToT)

Le mandat devrait :

- Présenter les idées et les concepts de base
- Aborder et être orienté vers la situation en Roumanie et ce à quoi les enseignants et les jeunes sont confrontés ici
- Inclure une formation sur les matériels pratiques - y compris les approches et les méthodes - qui correspondent au contexte réel ici et qui peuvent être utilisés / appliqués dans les classes
- Être « pratique » et pratique comme une formation - pas théorique (ou pas seulement théorique), mais en allant réellement dans les outils, les méthodes, les approches que les enseignants / formateurs peuvent utiliser
- Aborder les « problèmes difficiles » auxquels les enseignants sont confrontés / peuvent être confrontés et comment ils peuvent les aborder en classe
- Utiliser le jeu de rôle
- Encourager la collaboration des enseignants et les pratiques de coenseignement
- Enseigner des modèles d'enseignement basés sur des phénomènes pour différents âges.

La durée de la formation professionnelle devrait être de préférence d'au moins quelques jours ou sur une période (série) de formations afin de permettre aux enseignants/formateurs de «tester», de postuler et de revenir avec leurs expériences. Il devrait s'agir d'une véritable formation, et non pas simplement d'une «conférence» ou d'une présentation. Les gens qui dispensent ces cours doivent savoir comment faire les formations et posséder une véritable expertise en éducation et en formation dans le domaine des LEV et des P. Les participants devraient recevoir des documents pertinents à l'avance et par la suite pour les aider à développer leur expertise et être en mesure d'intégrer les apprentissages dans leur travail. La formation continue devrait également aider les enseignants à s'attaquer à leurs « propres préjugés » et les aider à prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans l'enseignement des P/LEV. Des programmes nationaux étendus pour les enseignants qui s'attaquent à la prévention (de l'extrémisme), à l'auto-discrimination et à la conscience de soi dans le processus d'enseignement. Cette catégorie a été identifiée comme un multiplicateur de messages clivants et parfois biaisés (Abrudène, 2022).

Références

- Abrudean, M. (2022). Communiqué de presse du gouvernement roumain. Tratto da <https://gov.ro/ro/stiri/guvernul-romaniei-incepe-oficial-implementarea-strategiei-nationale-pentru-prevenirea-i-combaterea-antisemitismului-xenofobiei-radicalizarii-i-discursului-instigator-la-ura-aferenta-perioadei-2021-2023>
- Agence de presse athénienne-macédonienne. (2019). La Déclaration d'Athènes pour la prévention de la radicalisation et de la violence dans les villes a été signée. Tratto da <https://www.amna.gr/ota/article/347374/Ypografike-i-Diakiruxi-tis-Athinas--gia-tin-prolipsi-tis-rizospastikopoiisis-kai-tis-bias-stis-poleis>
- Bisoffi, D., & van der Vet, I. (2020, 208). Analyse comparative des procédures décisionnelles nationales - Élaboration des politiques dans le contexte de la lutte contre la radicalisation : cas de la Belgique, de l'Italie et du Royaume-Uni. Livre blanc sur les LEV : une collection de documents de politique. Organisation européenne pour la sécurité. Tratto da <https://researchportal.vub.be/en/publications/comparative-analysis-of-the-national-decision-making-procedures-i>
- Europol. (2022). Rapport 2022 sur la situation et les tendances en matière de terrorisme dans l'Union européenne. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. Tratto da https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Tesat_Report_2022_0.pdf
- Secrétariat général à la solidarité sociale et à la lutte contre la pauvreté du Ministère du travail et des affaires sociales. (2022). Stratégie nationale pour l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté. Tratto da <https://ypergasias.gov.gr/koinoniki-allilengyi/ethniki-stratigiki-gia-tin-koinoniki-entaxi-kai-meiosi-tis-ftocheias/>
- Siège de la police grecque, Centre d'études de sécurité - KEMEA. (s.d.). Radicalisation et extrémisme : guide de poche. 2016. Tratto da https://www.cnn.gr/images/news/2017/01/07/%CE%95%CE%B3%CF%87%CE%B5%CE%B9%CF%81%CE%B9%CE%B4%CE%B9%CE%BF_%CE%95%CE%9B.%CE%91%CE%A3.pdf
- Ministère des finances - Agence pour la facilité pour la reprise et la résilience. (2021). Plan national de relance et de résilience «Grèce 2.0». Tratto da <https://greece20.gov.gr/en/the-complete-plan/>
- Ministère de l'intérieur et de la réforme administrative. (2016). Décision relative au financement de l'action «Actions contre la radicalisation et l'extrémisme» dans le cadre du programme national du Fonds européen pour la sécurité intérieure. Tratto da

<https://www.minocp.gov.gr/images/stories/2016/prokirikseis16/12052016%20apofasi%20xorigisis%20drasis.pdf>

Ministère de la Justice. (2021). Plan d'action national contre le racisme et l'intolérance 2020-2023. Tratto da <https://moj.gov.gr/wp-content/uploads/2021/03/NAPRI-en.pdf>

Projet COMMIT - Campagne COMMUnication contre l'ex-trémisme et la radicalisation. (s.d.). Tratto da <https://commitproject.eu/>

SORTIE du projet. (2023). Per una didattica di prevenzione di ogni forma di radicalizzazione violenta - 1° livello. Quittez SCS.

PRATIQUE du projet - Prévenir le radicalisme grâce aux compétences de pensée critique. (s.d.). Tratto da <https://practice-school.eu/>

PRATIQUES du projet . (s.d.). Réseau du projet PRACTICIES (Partnership Against violent radicalization in cities). Tratto da <https://practicies.org/>

Projet ProGender - Un pôle numérique sur le genre, la crise de la COVID-19 et ses conséquences. (s.d.). Tratto da <https://progender.panteion.gr/>

Projet SIDiT - Soutenir l'inclusion et la diversité dans l'enseignement. (s.d.). Tratto da <https://www.siditproject.eu/>

Projet TRANSCRIME. (2020). FORMATION TRAIN - Approches de radicalisation transférée en formation. Tratto da <https://www.transcrime.it/progetti/train-training-transfer-radicalisation-approaches-in-training/>

Gouvernement roumain. (2022, 5). Rapport annuel - Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'antisémitisme, la xénophobie, la radicalisation et les discours de haine 2021-2023. Tratto da https://gov.ro/fisiere/programe_fisiere/Raport_final_strategie_mai_2022.pdf

Servizio Studi Camera dei Deputati. (2022, 55). Prevenzione dei fenomeni di radicalizzazione violenta. Tratto da <https://temi.camera.it/leg18/temi/prevenzione-dei-fenomeni-di-radicalizzazione-violenta.html>

Nations Unies - Assemblée générale. (2015, 12 24). Plan d'action pour prévenir l'extrémisme violent (A/70/674) - Rapport du Secrétaire général. Tratto da <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/456/22/PDF/N1545622.pdf?OpenElement>

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2017). Prévenir l'extrémisme violent par l'éducation : guide à l'intention des décideurs. Paris, France : UNESCO Tratto da <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000247764>

Varela, A. L., Annovi, C., Aposkiti, C., Pirlogea, I., Abdulla, J., di Liddo, M., . . . Rosato, V. (2021, 5 31). PARTICIPATION : Analyse comparative des politiques et des stratégies du programme P/LEV. Extrait de <https://participation-in.eu/media/Comparative-analysis-of-PLEV-policies-and-strategies-d3.1.pdf>

Effet Jeunesse. (2022). Compréhension et prévention de la radicalisation chez les jeunes, YouthEffect. Tratto da <https://www.youngeffect.org/progetti-europei/understanding-radicalization>

Participation



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 962547.